

KARL A. WITTFOGEL

LE DESPOTISME ORIENTAL

ÉTUDE COMPARATIVE DU POUVOIR TOTAL

Traduit de l'anglais par Anne MARCHAND

Avant-Propos de Pierre VIDAL-NAQUET



ARGUMENTS

23

LES ÉDITIONS DE MINUIT

© 1964, by LES ÉDITIONS DE MINUIT
7, rue Bernard-Palissy - PARIS (6^e)

Tous droits réservés pour tous pays

AVANT-PROPOS

Evoquant dans un passage célèbre des *Considérations sur la grandeur et la décadence des Romains* « ce que l'on appelle union dans un corps politique », notion, comme on le sait, « très équivoque », Montesquieu opposait à la « vraie » union, « union d'harmonie qui fait que toutes les parties quelles qu'opposées qu'elles nous paraissent, concourent au bien général de la société comme des dissonances dans la musique concourent à l'accord total », celle que réalise « l'accord du despotisme asiatique, c'est-à-dire de tout gouvernement qui n'est pas modéré », rassemblant les diverses catégories sociales comme « des corps morts ensevelis les uns auprès des autres ».

Les *Considérations* datent de 1734 ; quatorze ans plus tard paraissait l'*Esprit des lois* ; plusieurs chapitres y traitent du « despotisme asiatique », et dans l'ouvrage dont la collection « Arguments » présente à ses lecteurs une traduction française, Karl Wittfogel rend hommage à Montesquieu pour avoir dépeint, un des premiers, la nature politique du *despotisme oriental* (1). Le texte des *Considérations* que nous venons de citer montre cependant clairement, et les contemporains ne pouvaient s'y tromper, que l'absolutisme monarchique français et européen est visé dans ces pages tout autant que les Etats du Proche-Orient, de l'Inde et de la Chine, dont les voyageurs et les commerçants, depuis Marco Polo, dressaient peu à peu le tableau. Le « comment peut-on être Persan ? » est bien souvent un procédé commode pour éclairer son propre temps et son propre pays.

Mais s'il est vrai que Montesquieu, lorsqu'il parle du Grand Mogol, s'en prend aussi à ce prototype des despotes qu'était pour un homme du XVIII^e siècle, Louis XIV, il est vrai aussi que le Grand Mogol n'était pas Louis XIV et Montesquieu le savait fort bien, qui était du reste parfaitement capable d'étudier le Grand Mogol pour l'amour du Grand Mogol.

Plus de deux siècles après la publication de l'*Esprit des lois*, le concept de « despotisme asiatique » a-t-il tout à fait perdu de son ambiguïté, ou celle-ci s'est-elle simplement déplacée ? *Le Despotisme oriental* est un livre où il est certes question du Grand Mogol et d'autres despotes qui ne sont plus guère susceptibles de soulever des passions politiques, de la Chine impériale au Pérou inca ; un livre où le régime politique et social de l'Égypte pharaonique ou des Pueblos américains est analysé à partir d'une documentation minutieuse, mais un livre aussi dans lequel il est presque aussi souvent

Né en 1896, Karl WITTFOGEL fit ses études en Allemagne. Son itinéraire intellectuel fut mouvementé. Il écrit, au lendemain de la première guerre mondiale, plusieurs pièces de théâtre d'inspiration communiste et à partir de 1922 publie de nombreux travaux de sociologie générale et d'histoire et de sociologie chinoise, d'inspiration marxiste. Il fut notamment un des pionniers de l'histoire économique du monde chinois. Théoricien des problèmes d'Extrême-Orient pour le compte de la 3^e Internationale, il voit ses thèses condamnées en 1931. Après l'avènement du régime nazi qui l'interne en 1933 dans plusieurs camps de concentration, il fait un long voyage d'études en Chine (1935/1937). Il est depuis lors installé aux Etats-Unis, directeur du *Chinese History Project* depuis 1939 et professeur d'histoire chinoise à l'Université de Washington (Seattle) depuis 1947. Karl WITTFOGEL est désormais rattaché aux courants les plus violemment anticommunistes de l'univers intellectuel américain.

Oriental Despotism, A Comparative Study of Total Power, est paru en 1957 aux *Yale University Press*. La présente traduction est établie d'après la dernière édition (1959).

(1) Sur l'histoire de ce concept, qui est aussi un mythe, voir Franco VENTURI, « Oriental Despotism », *Journal of the History of Ideas*, 1963, p. 133-142 et les articles de R. KOEBNER et de S. STELLING-MICHAUD auxquels il renvoie.

question de Staline que d'Aurangzeb, des discussions entre intellectuels soviétiques aux environs de 1930 que de la nature du pouvoir des Pharaons, de l'« appareil » qui régit les mondes soviétiques ou chinois que de la bureaucratie des vieux empires agraires. Voilà qui ne nous éloigne guère du XVIII^e siècle, à ceci près que Karl Wittfogel, qui n'a pas la moindre censure à redouter, ne s'en tient pas aux discrètes allusions de Montesquieu et de ses contemporains.

Ces ambiguïtés du livre, le titre lui-même, ne les résume-t-il pas ? « That despotism should be Oriental has always seemed a fitting sort of notion », a-t-on pu dire à son propos, dans un compte rendu d'ailleurs élogieux (1).

Pour Montesquieu, l'absolutisme asiatique n'était à tout prendre, quand il le confrontait avec le régime de son temps, qu'un terme de comparaison. L'objectif de Karl Wittfogel est radicalement différent ; le « pouvoir total » dont il est ici fait état, celui des empereurs de Chine ou des maîtres mongols de la Russie médiévale est la source même du pouvoir total tel qu'il s'exerce dans le monde communiste, et Staline est bien Gengis Khan (comme le disait Boukharine), un Gengis Khan de l'ère industrielle, à ce titre infiniment plus puissant que son « maître ». Paradoxe final enfin, Karl Wittfogel place pour une grande part sa démonstration sous le signe de Marx, dont l'œuvre comporte effectivement une analyse systématique, largement empruntée, du reste, aux économistes classiques, de ce que l'auteur du *Capital* appelait le « mode asiatique de production ». De Marx à Karl Wittfogel, la filiation est si étroite qu'un critique a pu écrire que l'auteur du *Despotisme oriental*, qui fut d'ailleurs membre du parti communiste allemand et spécialiste des questions chinoises pour le compte de la III^e Internationale, « remains an unrepentant marxist — or perhaps one should say an Ur-Marxist » (2). Karl Wittfogel a certes subi d'autres influences intellectuelles, celle de Max Weber, celle des « macro-analystes » de la sociologie moderne notamment, il est d'autre part un des plus grands spécialistes vivants de l'histoire chinoise, mais c'est bien dans le langage marxien, quelles que soient les réserves qu'il entend faire, et dans le langage des économistes classiques qu'il s'exprime dans ce livre, et nous verrons que son propos intéresse aussi bien la marxologie, comme on dit, et l'histoire du marxisme que la genèse de certaines civilisations antiques.

Un dessein aussi vaste, et d'apparence aussi contradictoire, peut choquer, nous pensons même qu'une fois le livre refermé il doit choquer et que toute une part de la démonstration de Karl Wittfogel est scientifiquement inacceptable, dans le principe et dans le détail : nous pensons que son *magnum opus* contient des présupposés de nature politique aussi et même plus contestables parfois que ceux qu'il met au jour souvent légitimement, mais cela ne saurait faire oublier que le livre de Karl Wittfogel est une synthèse de première impor-

(1) Elie KEDOURIE, *The Spectator*, 27 septembre 1957, p. 406.

(2) E. R. LEACH, *Past and Present*, avril 1959, p. 2. Sur cette filiation intellectuelle, voir aussi, dans un autre esprit, P. BARTON, « Du Despotisme oriental », *Contrat Social*, 1959, p. 135-140.

tance, et tout d'abord qu'il existe bien un ensemble de faits historiques et sociaux que l'on est en droit de rassembler, à condition de mettre entre parenthèses les références géographiques, sous l'expression de « mode asiatique de production », ou de « despotisme oriental ». Réciproquement, un tel concept, un « type idéal », dans le langage de Max Weber, tire sa légitimité du nombre énorme de faits isolés qu'à son tour il permet de rassembler et d'éclairer par leur contexte. Mieux, le livre de Karl Wittfogel est la première tentative sérieuse pour étudier, à l'aide systématique de la comparaison, un type de société dont la place dans le passé de l'humanité, et dans une moindre mesure dans son présent, est considérable.

On contestera, sans doute, le principe même de l'emploi de la méthode comparative; pour nous en tenir à une forme sociale qui a suscité infiniment plus d'études que le « despotisme oriental », la *féodalité*, on admettra facilement que l'on puisse comparer, ce qu'avait fait magistralement Marc Bloch, le développement des institutions féodales en France et en Allemagne, se demander par exemple pourquoi une catégorie sociale comme les *Ministeriales*, fonctionnaires de statut servile, n'a joué à l'ouest de la Meuse qu'un rôle insignifiant, et au contraire s'est développée considérablement dans le Saint Empire; mais quand le même historien compare aux féodalités occidentales la structure sociale du Japon des *Tokugawa*, quand divers spécialistes de l'Antiquité emploient le mot de « féodalité » pour définir la société égyptienne à la fin de l'Ancien Empire, quand les marxistes parlent d'un stade féodal de l'histoire de l'humanité, les résistances se font nombreuses et les querelles de vocabulaire incessantes. Robert Boutruche, par exemple, dans sa récente et remarquable synthèse sur *Seigneurie et féodalité* (1) entend, après enquête, réserver ce dernier mot à l'Occident médiéval, ne faisant exception que pour le Japon.

Nous croyons, pour notre part, que la comparaison est à la fois inévitable et dangereuse, inévitable parce que seule elle permet à l'historien d'éviter de se noyer dans l'infini des « faits » historiques, infini dans lequel certains reconnaissent leur spécificité, dangereuse pourtant dans son principe et plus encore dans son application, quand le sociologue comparatiste ne se veut pas en même temps et avec entêtement, historien, sensible à la dimension temporelle des faits sociaux, dangereuse aussi pour une raison très banale : personne ne peut contrôler de première main un domaine aussi vaste que celui par exemple qui fait l'objet de la présente étude. Mais ce domaine existe.

* * *

Ce sont dans des vallées inondées, celle du Nil, celle du Tigre et de l'Euphrate, celle de l'Indus, que naissent sinon les premières civilisations, du moins les premiers États. Dès l'origine, le monarque égyptien, par exemple, apparaît dans sa fonction de régulateur et de

(1) Paris, Aubier, 1959.

coordinateur de la vie agricole, et plus particulièrement de l'utilisation de l'eau du Nil, menace et bienfait tout à la fois, que seul un pouvoir s'étendant à l'ensemble de la vallée peut contrôler. Avec une rapidité stupéfiante, la monarchie égyptienne apparaît dans ses traits essentiels, tels qu'ils devaient subsister pendant plus de trois millénaires. C'est aussi, Karl Wittfogel n'a pas de mal à le montrer à l'aide de textes classiques, le contrôle des eaux, qu'il s'agisse de construire des digues ou de creuser des canaux qui est une des activités majeures des premiers empereurs de Chine au troisième siècle avant notre ère (1) et des chefs des civilisations précolombiennes. L'auteur du *Despotisme oriental* est donc en droit de parler de civilisations « hydrauliques », même si l'on rejette comme peut-être trop simple la description qu'il fait du choix primordial des premières communautés d'agriculteurs en terre inondable. On hésitera à le suivre par exemple quand il écrit : « Ceux à qui ce choix s'offrit furent à même de décider en toute connaissance de cause », comme si la création de la civilisation hydraulique avait été effectivement la « réponse » consciente, pour employer le langage d'A. J. Toynbee, à un « défi » (*challenge*) de la nature. Mais Karl Wittfogel a raison de montrer que la civilisation hydraulique n'apparaît pas n'importe où, qu'irrigation et despotisme oriental ne sont pas des notions superposables (que l'on songe aux *huertas* espagnoles si profondément « démocratiques ») et que seule une agriculture impliquant de la part de la collectivité des grands travaux, une agriculture « lourde », comme il est tenté de dire, est susceptible de créer ce type de société. Grands travaux ? Sans doute, mais qui demandent des hommes plutôt que des techniciens, des conducteurs d'hommes plutôt que des ingénieurs. Le Grand Canal de Chine aussi bien que les pyramides d'Égypte sont l'œuvre de foules humaines, et la différenciation sociale qui apparaît dans les sociétés de type « asiatique » est celle qui oppose aux exécutants (les communautés paysannes) ceux que Karl Wittfogel appelle les *managers* de la société hydraulique, ou encore agro-directoriale (*agro-managerial*).

Il serait vain de schématiser davantage ce qui est déjà fatalement, dans le livre de Karl Wittfogel, schématique ; mais les chapitres II à VII de son livre donnent dans l'ensemble une description vigoureuse et, tout compte fait, exacte de ce type de société. Les caractères essentiels en sont effectivement fort nets : existence d'une classe dirigeante « fonctionnelle » qui s'identifie à l'appareil d'État et au sommet de laquelle se trouve le despote ; utilisation des surplus provenant de l'exploitation du travail paysan au profit du monarque et dans la construction de monuments gigantesques : le « maximum

(1) Cela ne signifie du reste nullement que le pouvoir impérial soit né en Chine des nécessités de l'irrigation. L'appareil « bureaucratique » d'État semble être né en Chine au temps des « royaumes combattants » pour une large part de problèmes militaires ; « ce sont des structures étatiques pré-existantes et la présence d'une main-d'œuvre bien encadrée par les armées qui ont permis les grands travaux d'irrigation » (J. GERNET, *La Chine ancienne, des origines à l'instauration de l'Empire*, Paris, P.U.F., 1964, p. 78).

de consommation du souverain » et la « splendeur proverbiale des Cours orientales », étant simplement l'expression économique du pouvoir despotique du souverain sur ses sujets ; religion *intégrant* la société et la nature à la personne du roi-prêtre (en Mésopotamie) ou du roi-dieu (en Égypte) comme l'a admirablement montré H. Frankfort dans un livre que Karl Wittfogel a malheureusement ignoré (1). Concrètement, des documents, comme les archives de Mari, permettent de se représenter avec quelle incroyable minutie le souverain oriental se tenait informé des moindres incidents de la vie agricole du royaume ; comment la moindre fissure dans la moindre digue était, au sens propre, une « affaire d'État ». Pour définir cette classe fonctionnelle, Karl Wittfogel, comme beaucoup d'autres (2) emploie le terme de bureaucratie, lui donnant d'ailleurs un sens large, fort éloigné des « bureaux », puisqu'il intègre aussi bien à ce concept les armées que la hiérarchie religieuse. Le mot ne risque-t-il pas cependant de créer des ambiguïtés ? Il est bien certain que c'est dans le cadre des civilisations de type « asiatique » qu'est née l'écriture, et que celle-ci correspondait à un besoin de l'État ; il est certain aussi que c'est grâce au travail des scribes que nous connaissons, parfois dans le détail, le mode de vie et les ressources des civilisations orientales. Dans certaines du moins de ces civilisations, celle de l'Égypte hellénistique par exemple, les hommes qui représentent aux yeux des paysans l'appareil d'État, les collecteurs d'impôt et leurs secrétaires sont aussi à leur manière des scribes, mais cette remarque n'est pas généralisable : le scribe et le comptable, techniciens qui apparaissent pratiquement dans toutes les grandes civilisations de type « oriental » et même chez celles qui ignorent ce que nous appelons à proprement parler l'écriture, ne sont pas obligatoirement la force dirigeante de la société. Le scribe égyptien, au sens étroit du terme, la « bureaucratie », disons l'administration, n'est qu'un rouage de la classe dirigeante « fonctionnelle ». Dans l'empire abbasside, par exemple, dont Karl Wittfogel montre à juste titre la nature « hydraulique », chaque changement de vizir entraîne un remaniement de la bureaucratie que l'on a pu comparer au *spoils-system* américain, et cette bureaucratie est « divisée en clans dont chacun est lié à des partis ou couches de populations différentes » (3). Cette remarque

(1) *Kingship and the Gods*, trad. française, *La Royauté et les Dieux*, Paris, Payot, 1954. Le livre de H. FRANKFORT et les travaux analogues doivent d'ailleurs être nuancés à l'aide de l'ouvrage de G. POSENER, *De la divinité du Pharaon*, Paris, Société asiatique, 1960. G. POSENER montre bien que c'est la fonction royale plus que la personne du roi qui est divine dans la théologie monarchique égyptienne, et que plan royal et plan divin ne sont jamais tout à fait confondus.

(2) Y compris l'auteur de cette préface ; voir *Annales, Economies — Sociétés, Civilisations*, 1963, p. 712. Pour une utilisation plus rationnelle de ce mot, voir les deux articles de M. LAMBERT, « La naissance de la bureaucratie », et « Le premier triomphe de la bureaucratie », *Revue Historique*, 1960, p. 1-26 ; 1961, p. 21-45.

(3) Voir les remarques de Maxime RODINSON dans le compte rendu de la thèse de D. SOURDEL sur le vizirat abbasside, *Arabica*, 1962, p. 95-99.

ne retire du reste pas sa vérité à ce qui demeure l'affirmation essentielle de Karl Wittfogel : c'est l'appareil d'Etat — conçu dans un sens large — qui est la classe dirigeante de la société « asiatique », c'est la position que chacun occupe dans l'appareil d'Etat ou par rapport à lui qui détermine sa place dans la société et qui, en dernière analyse, règle les modalités de la lutte des classes.

Dans la perspective que développe Karl Wittfogel, le jeu des classes est du reste simple, peut-être même parfois abusivement simplifié. Les « producteurs », pour user du langage marxiste, sont les communautés paysannes usant solidairement de la terre et pratiquant solidairement la corvée. C'est au niveau du village que peut exister une forme « primitive » de démocratie, dont l'orientaliste américain Thorkild Jacobsen a trouvé des traces dans la tradition mythique sumérienne, et qui ne dépasse jamais, nous dit Karl Wittfogel, le niveau de la « démocratie au rabais » (*beggar's democracy*). Entre les paysans et l'appareil d'Etat, aucune force ne s'est développée qui soit susceptible de faire contre-poids. En particulier, il faut accorder la plus grande importance aux remarques de Karl Wittfogel sur la faiblesse du développement de la propriété privée dans les sociétés « asiatiques ». Sans doute n'existe-t-il pas de société qui soit, de ce point de vue, « pure ». On lira et au besoin on discutera les arguments par lesquels l'auteur explique comment dans la société chinoise classique a pu se développer la propriété paysanne.

Parallèlement, Karl Wittfogel met en pièces, avec des raisonnements sur lesquels on aimerait souvent revenir, les théories qui accordent à la classe marchande un rôle essentiel dans les sociétés orientales. Ni les marchands chinois, ni les marchands assyriens, ni même les marchands musulmans de l'époque abbasside, ne forment à ses yeux des « classes » susceptibles d'un développement autonome (1). Les « guildes » marchandes ne détiennent une parcelle du pouvoir économique que dans la mesure où elles sont un rouage de l'appareil d'Etat, et Karl Wittfogel n'a effectivement pas de mal à démontrer le rôle énorme de l'Etat dans toute la vie économique des sociétés « orientales ». Dans les périodes historiques où ces sociétés sont solides, c'est donc à l'intérieur de l'appareil-classe dirigeante que se jouent ces conflits et que se nouent les drames, chacun se trouvant, en dernière analyse, seul devant le pouvoir total.

Ce type de sociétés ainsi décrit, il reste à le différencier des formes sociales avec lesquelles, l'auteur du *Despotisme oriental* le montre très clairement, on l'a trop souvent confondu. La société « asiatique » n'est pas une société « esclavagiste », dit Karl Wittfogel, en ce sens que les esclaves, quand ils existent, ne jouent pas un rôle majeur dans la production, au service de personnes privées ; la

(1) Voir déjà ce que disait K. MARX : « Dans les modes de production de la vieille Asie, de l'Antiquité en général, la transformation du produit en marchandise ne joue qu'un rôle subalterne... Des peuples marchands proprement dits n'existent que dans les intervalles du monde antique, à la façon des dieux d'Epicure, ou comme les juifs dans les pores de la société polonaise » (*Le Capital*, I, 4, édition de la Pléiade, p. 614).

société esclavagiste par excellence étant pour lui, comme pour la plupart des marxistes, la société romaine à l'époque républicaine.

Il n'est pas douteux que pour l'essentiel il ait raison. Il est bien connu, par exemple, que l'esclave ne fait son apparition dans l'Egypte ancienne qu'assez tard, avec les conquêtes du moyen empire, qu'il est presque toujours d'origine étrangère, et que son rôle dans la production agricole, même à l'époque hellénistique, restera toujours minime. On aurait aimé cependant que Karl Wittfogel s'expliquât davantage sur le rôle bien plus considérable que jouent des personnes qu'il faut bien considérer comme étant de statut servile, dans des sociétés incontestablement « hydrauliques ». Il en est ainsi en Mésopotamie : une des trois classes ou castes mentionnées dans le code d'Hammourabi est, à côté des hommes libres et des « dépendants », celle des esclaves, esclaves du souverain, esclaves du peuple, esclaves des particuliers. On a pu supposer, il est vrai, que leur statut juridique était plus celui de « colons » attachés à la terre que d'esclaves proprement dits, c'est-à-dire mobilisables à merci, mais cette opinion a été précisément contestée par un des auteurs que cite, à notre avis mal à propos, Karl Wittfogel, et qui est de plus un de ses amis (1).

La société « asiatique » est également profondément distincte de la société « féodale », en ce sens qu'elle ne connaît pas la hiérarchie des droits et des devoirs réciproques qui caractérisait l'Europe occidentale à partir du x^e siècle, avec ses conséquences : l'émission du pouvoir central, ou plutôt sa démultiplication.

On aimerait cependant que Karl Wittfogel précisât mieux ce qu'il entend par « féodalité ». S'il s'agit de liens de dépendance entre seigneurs et vassaux distincts de ceux qui les attachent à l'Etat, il a pour l'essentiel raison, il n'en est plus tout à fait de même, nous le verrons, si, comme l'entendent les marxistes, on définit la féodalité essentiellement par le régime « seigneurial », et les rapports entre seigneurs quasi autonomes et paysans.

Le « pouvoir total » de la société « asiatique » est enfin distinct de la « monarchie absolue » européenne précisément parce qu'aucune institution telle que les parlements, et aucune force sociale telle que celle qui résulte du développement d'une propriété privée solide ne lui fait contre-poids. Un historien comme Roland Mousnier, qui voit, tout comme Engels, dans la monarchie absolue essentiellement l'intervention de l'Etat imposant son arbitrage aux classes en conflit, bourgeoisie et noblesse, serait sur ce point tenté de lui donner raison.

Ces distinctions, réelles même si elles sont parfois un peu forcées, sont pour Karl Wittfogel d'une importance majeure : société féodale,

(1) Isaac MENDELSON, *Slavery in the Ancient Near East*, New-York, 1946, p. 110. Sur les liens qui l'attachent à Wittfogel, voir p. VI. Notons cependant avec M. Mendelsohn que c'est surtout à la fin de l'époque assyrienne que les esclaves joueront un rôle essentiel dans la production agricole, et que leur statut social, sinon leur statut juridique, peut effectivement être comparé à celui des tenanciers du bas-empire. Qu'un acte d'affranchissement soit nécessaire pour en faire des hommes libres suffit pourtant à les différencier formellement des paysans égyptiens.

société esclavagiste classique, monarchie absolue sont pour lui des sociétés « ouvertes » (l'auteur reprenant ici le langage bergsonien), susceptibles d'évolution et de transformation, tandis que la société « asiatique » est une société fermée, parvenue d'un coup à la perfection et qui, à travers les vicissitudes de l'histoire, se maintient sans changements profonds.

Société stable, sans doute, capable aussi d'assimiler les conquérants les plus divers, nomades envahisseurs de la Chine, montagnards descendant occuper les plaines de Mésopotamie. Tous font fonctionner à leur profit les mécanismes de l'état hydraulique. Karl Wittfogel traite en détail de l'exemple chinois et généralise à ce propos ses réflexions sur les « sociétés de conquête ». On aurait aimé cependant qu'il insistât davantage, en s'aidant des travaux magistraux de Claire Préaux, qu'il a malheureusement ignorés, sur le « modèle » que constitua, pendant sa période de floraison (au III^e siècle av. J.-C.), l'Égypte hellénistique. Que les Lagides aient rétabli et perfectionné à l'usage des paysans égyptiens une administration de type « asiatique » et une économie « royale » poussée jusqu'à la planification la plus minutieuse, (1) cela n'est pas douteux, l'oppression nationale s'ajoutant du reste à l'exploitation économique, mais, malgré le développement du culte de la personne du roi, malgré le petit nombre des villes grecques, les rapports des Grecs avec le souverain ne furent jamais des rapports de sujets à despote au sens où Karl Wittfogel emploie ce terme.

Société stable, mais aussi société conquérante, car le « despotisme oriental » s'est répandu bien au-delà des zones où l'on peut expliquer son apparition par des conditions géographiques, répandu par voie de conquête, et aussi par une sorte de contagion quelque peu maléfique sur laquelle Karl Wittfogel s'explique sans doute insuffisamment, se dégradant du reste au passage, au point que l'auteur est conduit à multiplier, à côté du type pur, les sous-groupes, les Etats « semi-hydrauliques » ou « quasi hydrauliques ».

Que par la perfection de leurs méthodes administratives les sociétés « orientales » aient pu servir de modèle, cela est indiscutable. Un cas intéressant est celui du monde créto-mycénien ; le déchiffrement, en 1952, du linéaire B mycénien, a confirmé sur ce point les hypothèses formulées indépendamment par Karl Wittfogel — qui a ignoré toute la littérature provoquée par ce déchiffrement et ce déchiffrement lui-même (2) — et un historien anglais put même écrire à ce sujet : « Le déchiffrement du linéaire B a du moins une contribution significative à faire. Il aide à débarrasser le concept de

(1) CL. PRÉAUX, *L'Économie royale des Lagides*, Bruxelles, 1939. L'auteur nuance aujourd'hui considérablement ses thèses, montrant notamment (cours du Collège de France, décembre 1963), que la planification est beaucoup moins royale, et beaucoup plus paysanne qu'on ne l'avait cru jusqu'alors. Il reste que le roi Lagide, et les Grecs d'Alexandrie, sont bien les bénéficiaires essentiels du *surplus* du travail paysan.

(2) On peut regretter que toute l'information de Karl Wittfogel sur ces questions repose à peu près uniquement sur le livre périmé de G. GLOTZ sur *La Civilisation égéenne*.

« société asiatique » de ses liens traditionnels avec l'« Orient » et avec les vallées inondées » (1). Nous sommes en effet en présence, sans qu'il y ait travaux « hydrauliques », d'un système de contrôle de la production, d'une économie « palatiale », assez proches du schéma de Karl Wittfogel. Mais la prudence de l'auteur, qui se contente de parler, à propos du monde mycénien, de royaume « marginalement » hydraulique, est également justifiée, car il n'est pas certain que le maître du palais contrôle l'ensemble de la production et il apparaît simplement comme le plus grand propriétaire, limité dans son pouvoir par une structure sociale en elle-même fort différente du modèle égyptien, par exemple (2), limité aussi peut-être par le développement urbain, beaucoup plus considérable. Monde fragile, du reste que cette société mycénienne, puisqu'elle s'effondra presque d'un seul coup sous le choc de l'invasion dorienne, pour ne plus jamais reparaitre (3).

Cette prudence, on aurait aimé que Karl Wittfogel la manifestât davantage dans d'autres domaines. Nous ne pouvons ici entrer dans les détails, mais il est bien certain par exemple que la société mésopotamienne, tardivement et fragilement unifiée en Etat-pays, avec son système de castes, tel que le révèle le code d'Hammourabi, est bien plus complexe qu'il ne le laisse entendre. De même, s'il est vrai que le Roi, maître de l'empire perse, est présenté par Hérodote, dans un passage célèbre, comme le maître de l'eau, s'il est vrai qu'il a hérité dans bien des domaines à la fois des royaumes et des méthodes de gouvernement du Proche Orient, l'unification fut cependant loin d'être complète, dans le domaine religieux notamment, et les Perses eux-mêmes — ce que l'on sait de leur religion et de leur structure sociale le prouve abondamment — ne furent que très imparfaitement soumis au système « asiatique » (4).

(1) M. I. FINLEY, *Economic history review*, 1957-1958, p. 141, n. 1. Il faut cependant signaler que d'autres auteurs, en particulier L. R. PALMER, ne sont que très partiellement d'accord avec cette interprétation et trouvent dans les textes mycéniens des traces d'un « compagnonnage » comparable au compagnonnage germanique.

(2) Je me permets de renvoyer pour l'étude de ces problèmes à mon article « Homère et le monde mycénien », *Annales, Économies - sociétés - civilisations*, 1963, p. 703-720 où l'on trouvera une bibliographie. D'une façon générale, il nous paraît que Karl Wittfogel n'a pas accordé suffisamment d'importance au phénomène que Gordon Childe a appelé la « révolution urbaine ». Ce ne sont pas seulement des palais et des temples qui font leur apparition dans les vallées inondées (et ensuite ailleurs) à partir de la fin du IV^e millénaire, mais des villes, et l'on aurait aimé que l'auteur situe mieux les villes dans le cadre de la société « asiatique ».

(3) On peut regretter que Karl Wittfogel n'ait pas cherché à situer par rapport aux sociétés « asiatiques » des Etats qui, par certains traits de leur administration, s'en rapprochent mais qui en diffèrent fondamentalement par leur structure sociale, tel par exemple l'Empire hittite, ou les cités phéniciennes du second et du premier millénaires mises au jour par l'archéologie (en particulier Ugarit).

(4) On notera que le système d'irrigation qui fut employé très anciennement par les Perses sur leur plateau semi-aride n'imposait nullement une intervention globale de l'Etat. L'adduction d'eau est en effet obtenue au moyen de « qanats », c'est-à-dire de galeries souterraines percées de puits,

* * *

En dehors du monde des vallées inondées et des terres irrigables des pays arides ou semi-arides, Karl Wittfogel est conduit à traiter assez longuement de deux empires dans lesquels il retrouve des structures « asiatiques », l'Empire romano-byzantin et l'Empire russe. Nous n'avons pas la compétence nécessaire pour discuter son interprétation d'un fait en lui-même incontestable, l'apparition dans le monde russe de techniques de gouvernement et d'administration fort proches de celles du monde oriental et que Pierre le Grand et ses successeurs, avec le développement du *Tchin*, porteront à un certain degré de perfection (et il semble bien vrai que la Russie n'a connu que tardivement des structures féodales qui ne prirent jamais la forme typique) ; s'opposant à l'historien russe Kluchevsky (1), Karl Wittfogel explique la genèse de ces institutions essentiellement par deux facteurs : l'influence du modèle byzantin, et l'utilisation directe des méthodes asiatiques par les Mongols et les Tartares longtemps maîtres de la Russie, la communauté rurale « primitive », subsistant naturellement sous la forme du *mir*. On est cependant un peu inquiet d'une méthode d'explication qui ne tient guère compte du devenir interne de la société russe et des problèmes qui se posaient à ses gouvernements. S'agissant de l'Empire romain, on peut être encore plus net : Karl Wittfogel signale, avec juste raison, que, depuis le III^e siècle avant J.-C., la cité romaine est en contact avec des Etats ou des régions administrés suivant les méthodes hellénistiques, c'est-à-dire parfois, mais pas toujours, des méthodes « asiatiques » ; le cas le plus pur est celui de la Sicile, soumise à la *lex hieronica*, système fort complexe et fort perfectionné d'exploitation économique dont J. Carcopino a montré jadis que les Romains ont tendu les ressorts jusqu'à l'absurde et jusqu'à la transformer en économie de brigandage (2). Il est vrai aussi que l'Empire romain, dès le règne d'Auguste, a emprunté à l'Orient certaines méthodes de gouvernement. Mais l'Empire romain à son apogée, gouverné par une poignée d'administrateurs, sans fiscalité centrale véritable, fut bien loin d'être une monarchie de type « oriental ». Lorsque, après la crise du III^e siècle, l'Empire romain devient effectivement un Etat « totalitaire » avec sa fiscalité écrasante, ses paysans attachés au sol, son administration militarisée, sa police secrète et sa religion d'Etat, l'imitation des modèles « orientaux », encore qu'elle ait pu jouer un rôle, n'est certes pas seule responsable, comme semble le suggérer Karl Wittfogel ; il faut tenir compte d'abord des crises économiques

comparables aux foggaras sahariennes, qui présentent un caractère local, et dont l'entretien incombe au seigneur plutôt qu'à l'Etat. Voir à ce sujet Henri GOBLOT, « Dans l'ancien Iran, les techniques de l'eau et la grande histoire », *Annales, Economies - Sociétés - Civilisations*, 1963, p. 499-519.

(1) Et suivant l'interprétation qui était celle de Karl Marx, voir *La Russie et l'Europe*, p. 207 (trad. Benoît HEFNER).

(2) *La loi de Hiéron et les Romains*. Sur ce problème, voir en dernier lieu, l'intéressante discussion entre K. WITTFOGEL, N. V. RIASANOVSKY et B. SPULER, *Slavic Review*, décembre 1963, p. 627-662.

perceptibles dès le règne de Marc-Aurèle et sans doute plus encore de la menace barbare et des guerres qui obligèrent précisément les empereurs à créer ce qui n'existait pas, et ne put d'ailleurs exister qu'incomplètement, un appareil d'Etat dont le poids et le coût écrasant dans les conditions économiques du Bas Empire, furent du reste une des causes de la chute de l'Empire en Occident (1).

Querelles mineures ? Nous craignons en réalité que ces insuffisances ne traduisent chez Karl Wittfogel une sorte de volonté totalisante qui ne lui permet pas de rendre compte avec une efficacité parfaite du devenir des sociétés qu'il étudie, de l'originalité de chacune d'elles. Il cite, au début du chapitre X, pour la critiquer, une formule d'Auguste Comte affirmant qu'il existe « une relation nécessaire entre tous les aspects possibles d'un même organisme social ». Nous craignons que, trop souvent, l'auteur du *Despotisme oriental* ne tombe précisément dans ce piège. Il est vrai qu'il y est conduit par ses sources ; les textes littéraires, œuvres des gens de cour ou au contraire ouvrages polémiques, sur lesquels il s'appuie, sans toujours les corriger par les données de l'histoire ou de l'archéologie, ne sont que trop portés à dresser des monarchies « orientales » un tableau « pur » et « idéal » qui dissimule les obstacles auxquels se heurtaient les monarques. Que l'on fasse la contre-épreuve. Si l'on se contentait d'interpréter les structures de l'Empire carolingien par certains « capitulaires », on risquerait de lui trouver un visage bien proche du modèle byzantin, et le polyptique d'Irminon, abbé de Saint-Germain-des-Prés, contient une description des ressources en hommes et en terres de la célèbre abbaye aussi précise que celle des cadastres du Bas Empire romain. Si l'on voulait définir la monarchie de Louis XIV par les *Soupirs de la France Esclave* (1689-1690), on ferait bien vite de Versailles la capitale d'un royaume « asiatique » (2).

Les sociétés « orientales » sont restées moins figées que ne le croit Karl Wittfogel, elles ont évolué profondément avec le niveau des techniques, avec le développement économique. Karl Wittfogel l'indique lui-même, pour la Chine et pour la Russie notamment, mais ne croit pas que ces changements aient modifié en profondeur les structures sociales.

La dimension temporelle lui échappe, croyons-nous, trop souvent, et du même coup il n'a pas défini suffisamment la problématique interne des sociétés « orientales ». Certains exemples sont pourtant clairs. On lui a objecté ainsi (3) le cas des royaumes qui se sont

(1) Il nous paraît inutile de relever ici les erreurs de détail, assez nombreuses, qui altèrent quelque peu l'exposé que dresse K. Wittfogel des faits romains. Les spécialistes les reconnaîtront facilement au passage. Par exemple, il est singulier d'affirmer qu'à partir du règne de Dioclétien le rôle du Sénat devient plus important dans la désignation de l'Empereur.

(2) Cette confusion a d'ailleurs été faite : voir le livre de S. N. EISENSTADT, *The Political System of Empire*, Londres, 1963, qui définit comme bureaucratique tout aussi bien la monarchie de Louis XIV que celle des Pharaons. L'ouvrage ne vaut guère que par ses bibliographies.

(3) E. R. LEACH, « Hydraulic society in Ceylon », *Past and Present*, avril 1959, p. 2-26.

succédés au Moyen Age et au début de l'époque moderne, dans la zone semi-aride de l'île de Ceylan et en bordure de cette zone, et dont il ne parle pas (1). Les souverains ont entrepris, à côté d'un système d'irrigation paysan plus proche des *huertas* espagnoles que des travaux de la vallée du Nil, d'énormes travaux « hydrauliques », ils ont développé une idéologie monarchique très voisine du schéma idéal de Karl Wittfogel et plusieurs d'entre eux s'attribuent le mérite de constructions effectivement gigantesques qui ne pourraient avoir été réalisées rapidement que par les énormes armées de corvéables qu'évoque notre auteur. La réalité est assez différente, car l'archéologie montre que ces travaux sont parfois le résultat de plusieurs siècles d'efforts, et la société cinghalaise fut caractérisée par un système de tenures échelonnées et qui rappelle la société féodale plus que la société « asiatique » (2).

L'histoire de l'Égypte ancienne est également plus complexe qu'il n'est dit ici. Les Pharaons tout-puissants de l'Ancien Empire ne disposaient pas à proprement parler d'une bureaucratie à la chinoise, ils payaient les services en terre, au point de gaspiller progressivement leur énorme capital terrien et de se retrouver, lors de la « première période intermédiaire », à peu près démunis devant la multiplication des seigneuries locales. Période tragique que bien des textes nous font connaître et marquée bien entendu par l'envasement des canaux. Sans doute l'Empire fut-il reconstruit autour de Thèbes, mais le Moyen-Empire n'est pas l'Ancien Empire ; en particulier il en est séparé par cette révolution irréversible que constitua la « démocratisation » de la vie d'outre-tombe, autrefois analysée par J. Breasted et Alexandre Moret (3). Il serait facile de rappeler aussi la décomposition rapide du magnifique système établi par Ptolémée II au profit de la grande propriété hellénique et des temples indigènes, tandis que l'étude des textes montre que c'est précisément pendant la décadence qu'est affirmée avec le plus de force l'idéologie monarchique (4). Une problématique analogue

(1) On regrette de même que ne soit jamais évoquée la civilisation impériale et villageoise du Viet-Nam, bien étudiée en France par des travaux comme ceux de Pierre Gourou, Paul Mus, Lê Thành Khôi et J. Chesneaux.

(2) E. R. LEACH ne fait pas à Karl Wittfogel que des critiques de détail : il lui reproche d'une manière générale de s'être trop systématiquement appuyé sur son « modèle » chinois en sous-estimant les différences fondamentales qui le séparent du monde hindou et de l'Asie du Sud-Est. De fait, Karl Wittfogel ne semble pas s'expliquer suffisamment sur l'originalité du système des castes aux Indes. Les *Kshatryas* (guerriers) avaient vocation héréditaire au gouvernement. Comment cette donnée se concilie-t-elle avec la notion d'une « bureaucratie d'Etat » ? Les faits religieux viennent encore compliquer les choses. Un des créateurs du système administratif de l'empire Maurya n'appartenait pas à la religion dominante, puisqu'il s'agit du bouddhiste Açoka apôtre, du reste, de la non-violence.

(3) Il ne s'agit pas que d'un phénomène religieux. Une telle mutation signifie que la distance sociale qui sépare le Pharaon de ses sujets est, en un certain sens, comblée.

(4) L'Inde, après les Mauryas et les dynasties barbares, connut une décomposition analogue : voir R. S. SHARMES, « The origins of Feudalism in India », *Journal of the economic and social history of Orient*, 1957-1958, p. 297 sq.

se retrouve au Bas-Empire romain. Il apparaît clairement, à la simple lecture des constitutions impériales, que les empereurs avaient à choisir entre deux politiques qui étaient l'expression de structures sociales en conflit (on se doute que le « choix » était moins simple que nous ne pouvons le dire ici) : tout sacrifier au rendement fiscal et militaire en s'appuyant sur l'administration péniblement créée et militarisée, et entrer en conflit avec les grands propriétaires qui furent effectivement parfois (sous Valentinien I^{er}, par exemple) victimes d'une politique « terroriste », ou diminuer le poids de l'appareil d'Etat en s'appuyant sur les grands propriétaires, au risque de voir s'émietter l'Empire. Et ce conflit ne met pas seulement en mouvement la « bureaucratie » et l'aristocratie sénatoriale ; les masses populaires y tiennent leur part : on voit par exemple en Égypte les villages se liguier avec tel chef local pour tenir en échec la fiscalité impériale, « patronages des bourgs », contre lesquels les Empereurs luttèrent difficilement. Karl Wittfogel n'ignore certes pas ces faits dont certains sont mentionnés dans son livre, mais il ne les situe pas suffisamment dans la dynamique des sociétés dont il décrit le fonctionnement, ce qui l'entraîne à insister, de façon beaucoup trop absolue, sur la stabilité des sociétés « asiatiques », voire à suggérer que seule une intervention ou une influence « extérieure » peuvent les détruire.

* * *

Nous sommes restés jusqu'à présent sur le plan de l'histoire et de la sociologie du « despotisme oriental ». Cependant nous savons que le but de Karl Wittfogel n'est pas seulement de dégager les règles de fonctionnement d'un type de société, mais aussi de faire l'histoire du concept de « mode de production asiatique », histoire qui est elle-même un des aspects de l'histoire du marxisme. C'est là, comme il le signale lui-même, un deuxième livre à l'intérieur du premier, un second thème qui sous-tend le livre tout entier et dont on trouvera les éléments rassemblés au chapitre IX, un des plus intéressants, un des plus significatifs, un des plus discutables de l'ouvrage.

C'est, semble-t-il en 1853, à la lecture des *Voyages* de Bernier, qui fut médecin du Grand Mogol Aurangzeb dans les années 1660, que Marx et Engels posent le problème de la nature d'une société « asiatique » particulière (1).

On peut d'ailleurs discuter en l'occurrence l'emploi du mot *feudalism*, mais dans certains cas, il semble bien que la frontière institutionnelle, comme dit Karl Wittfogel, soit franche. Ainsi l'*iqta*, concession usufruitière que les califes accordaient, en terre ou en revenus à leurs administrateurs, à l'exemple des empereurs byzantins, et dont le lien avec les institutions « hydrauliques » est fortement et justement marqué par Karl Wittfogel, au terme d'une longue évolution a fini par prendre un caractère très proche de celui du fief occidental, héréditaire et transmissible ; voir Claude CAHEN, « L'évolution de l'*iqta* du IX^e au XIII^e siècle », *Annales, Economies - Sociétés - Civilisations*, 1953, p. 25-52.

(1) On trouvera les textes essentiels des fondateurs du marxisme sur la question asiatique fort heureusement rassemblés dans le recueil : K. MARX, F. ENGELS, *India Cina Russia*, il Saggiatore, Milan, 1960, avec une préface

Pourquoi, demande Marx, « l'histoire de l'Orient apparaît-elle comme une histoire des religions ? [...] C'est à juste titre que Bernier trouve la forme fondamentale de tous les phénomènes de l'Orient [...] dans le fait qu'il n'y a pas de propriété foncière privée. Voilà la vraie clef même du ciel oriental (Dies ist der wirkliche Schlüssel selbst zum orientalischen Himmel) » (1). A quoi Engels ajoute : « Mais d'où vient-il que les Orientaux n'en soient pas arrivés à la propriété foncière, même féodale ? A mon avis, la raison principale en est le climat en liaison avec les conditions du sol, spécialement les grands espaces désertiques [...]. L'irrigation artificielle y constitue la première condition de l'agriculture et ceci est l'affaire des communes, des provinces ou du Gouvernement central. Le Gouvernement en Orient n'a jamais que trois départements : les finances (pillage de l'intérieur), la guerre (pillage de l'intérieur et de l'extérieur) et les travaux publics (qui s'occupent de la reproduction) » (2). Mais c'est dans un texte qui ne fut publié qu'en 1939, à Moscou, et qui date de 1857-1858, une étude sur « les formations précédant la production capitaliste » (3), que Karl Marx a donné l'analyse la plus détaillée de ce qu'il appelle désormais le « mode de production asiatique », texte en lui-même fort abstrait, recherchant les aspects essentiels de la différenciation sociale au sein de la communauté primitive. La thèse de Marx est que le despotisme oriental, qui fait son apparition dans les premières sociétés agricoles, représente, tout compte fait, une modification à la fois décisive et cependant apparemment peu profonde de la communauté villageoise. Les structures de celles-ci sont maintenues pour l'essentiel, mais, pour des raisons techniques — et Marx invoque notamment les problèmes de l'adduction de l'eau —, on voit apparaître au-dessus de la tribu, de la communauté usufructière du sol, une tribu « imaginaire », mythique, « une communauté supérieure qui détient elle la propriété authentique du sol et qui finit par exister en tant que personne » et qui s'incarne dans le despote, individuel ou collectif, et dans le Dieu. Marx concrétisera cette analyse dans plusieurs passages du *Capital*, montrant par exemple que la puissance des rois d'Égypte ou d'Asie reposait

et des notes très précieuses de B. MAFFI. Une étude en voie de publication de M. GODELIER donnera à ce sujet une bibliographie complète. Voir, en attendant, G. LICHTHEIM, « Marx and the Asiatic mode of production », *St Antony papers*, 14, Londres, 1963, p. 86-112.

(1) *Lettre à Engels* du 2 juin 1853, in *Correspondance Marx-Engels*, trad. J. MOLITOR, III, p. 220.

(2) *Lettre à Marx*, *loc. cit.* p. 224. Dans sa réponse, K. Marx souligne que la stabilité des despotismes orientaux s'explique par la superposition de l'appareil gouvernemental à l'économie villageoise (*loc. cit.* p. 233). Ces thèmes sont repris dans un article de K. MARX publié dans le *New York Daily Tribune* du 25 juin 1853 : *India Cina Russia*, p. 56-62.

(3) *Formen die der kapitalistischen Production vorhergehen in Grundrissen der Kritik der politischen Oekonomie (Rohentwurf)*, 1^{re} édition, Moscou, 1939 ; 2^e édition, Dietz Verlag, Berlin, 1953, p. 375-413. Il en existe une bonne traduction italienne : *Forme che precedono la produzione capitalistica*, Edizioni Rinascita, Rome, 1956, mais pour l'instant, aucune traduction française.

Ce texte a fait récemment l'objet d'une analyse détaillée d'un marxiste hongrois, M. F. TOKEL, dans une conférence prononcée en juin 1962, au

sur les excédents d'un travail accompli en coopération (1), dont ils étaient bénéficiaires au même titre que le capitaliste moderne l'est du surproduit du travail accompli en coopération dans les manufactures. Cette comparaison montre bien, à elle seule, qu'aux yeux de Marx le monarque « asiatique » est bien le représentant d'une classe dirigeante, et les critiques que lui adresse sur ce point Karl Wittfogel ne sont pas fondées. Plus concrètement encore, Marx retrouvait le « mode de production asiatique » bien vivant dans les petites communautés de l'Inde qui « sont fondées sur la possession commune du sol, sur l'union immédiate de l'agriculture et du métier ». « L'excédent seul des produits se transforme en marchandises et va tout d'abord entre les mains de l'État. » Au niveau du village, le clivage social se fait entre les paysans d'une part, et les représentants de l'État, c'est-à-dire « l'habitant principal, juge, chef de police et receveur d'impôts, le teneur de livres qui règle les comptes de l'agriculture et des cadastres et enregistre tout ce qui s'y rapporte... l'inspecteur des eaux, le bramine... les artisans, bénéficiant d'un marché immuable, étant également entretenus aux frais de la communauté ». C'est cette simplicité de la division du travail social qui, dit Marx, « fournit la clef de l' " immutabilité " des sociétés asiatiques » (2). Celles-ci ne sont en effet pas autre chose que la communauté villageoise figée.

Au mode de production asiatique, Marx oppose dialectiquement le mode de production « antique », fondé sur l'opposition de la ville et de la campagne, de la propriété civique et de la propriété privée, du citoyen et de l'esclave, et le mode de production « germanique », caractérisée par la domination du petit groupe familial propriétaire, par la suprématie de la campagne sur la ville. Ces deux formations socio-économiques qui sont à l'origine, l'une des rapports de production esclavagistes, l'autre des rapports de production féodaux se distinguent donc de la formation « asiatique » du fait de l'éclatement de la communauté tribale telle qu'elle existait aussi bien chez les Celtes que chez les Hindous. Marx parle bien d'esclavage à propos des sociétés asiatiques, mais c'est d'un « esclavage général », celui qui fait dépendre les communautés paysannes, dans leur ensemble, de l'État.

Par rapport au développement occidental typique, esclavage, féodalité, capitalisme, socialisme, la société « asiatique » est donc engagée dans une impasse, elle est « stable », mais cette stabilité, qui s'explique par les conditions géographiques et les accidents de l'histoire, ne présente pas un caractère définitif. Tout au long de sa vie, Marx sera sensible aux signes de transformation qu'il observe (3).

Centre d'études et de recherches marxistes. Nous remercions vivement le Centre de nous avoir remis une copie ronéotypée de l'exposé, parfois contestable, mais très riche, de M. TOKEL.

(1) *Le Capital*, livre I, édition de la Pléiade, p. 873.

(2) *Ibid.*, p. 899-900.

(3) C'est ainsi qu'il manifestait l'espoir (*Neue Rheinische Zeitung*, 2 mars 1950 = *Nachlass*, éd. F. Mehring, III, p. 445 = *India Cina Russia*, p. 31-32)

Le capitalisme anglais a pour lui la mission historique de faire éclater les rapports de production « asiatique » qui existent aux Indes. Transformations internes également, qui s'expliquent par l'environnement économique : Etat « semi-asiatique » dont les maîtres, écrivait-il en 1856, dans les *Révolutions sur l'histoire diplomatique du XVIII^e siècle*, sont plus proches des despotes orientaux que des monarques absolus de l'Europe, la Russie est aux prises, quand Marx publie en 1882, la seconde édition russe du *Manifeste communiste*, avec le « bluff capitaliste en plein épanouissement » et la propriété foncière bourgeoise en voie de développement à la suite de l'abolition du servage. Marx pose alors la question de savoir si la propriété commune du sol encore subsistante est destinée à « parcourir le même processus de dissolution qui caractérise le développement historique de l'Occident » ou si elle pourra servir de base à un développement communiste. Il n'envisage cette hypothèse que dans le cas où la « révolution russe donnerait le signal d'une révolution prolétarienne en Occident » (1).

Des textes qui s'échelonnent de 1853 à 1882 montrent clairement que Marx fut toute sa vie, comme le dit Karl Wittfogel, un tenant de la conception du mode de production asiatique. Karl Wittfogel a également raison de souligner tout ce que Marx a emprunté, en la circonstance, aux économistes classiques, sans cependant dégager avec suffisamment de clarté qu'il ne s'agit pas chez Marx d'une catégorie fixe de la pensée économique, mais d'un schéma très général et très souple susceptible d'interpréter des phénomènes extrêmement divers. A juste titre, Karl Wittfogel place sa propre conception du despotisme oriental sous le patronage de Marx. Il fait cependant à Marx et au marxisme deux catégories de reproches dont il faut dire quelques mots.

Tout d'abord, Marx aurait reculé devant la notion d'une classe dirigeante fonctionnelle, d'une bureaucratie d'Etat jouant le rôle de classe dominante. Ce « recul » s'expliquerait, pour Marx et pour Engels, par les critiques anarchistes, celles de Bakounine notamment, et déjà avant 1848 celle de Proudhon, contre l'autoritarisme du socialisme marxien. L'argument nous paraît assez faible, car il présuppose que Marx se soit fait d'un régime socialiste, consciemment ou inconsciemment, une idée analogue à celle que Karl Wittfogel se fait du régime soviétique, ce qu'il aurait bien du mal à démontrer (2) ;

que lorsque les Européens réactionnaires se dirigeraient vers la Grande Muraille de Chine pour trouver refuge dans le dernier bastion du vieux monde, ils seraient accueillis par l'inscription : « République Chinoise : Liberté - Egalité - Fraternité ».

(1) Edition de la Pléiade, I, p. 1482-1484. Texte « quasi trotskyste », dit à ce sujet G. LICHTHEIM, *op. cit.*, p. 108. Nous ne prétendons pas résumer par cette citation une attitude qui fut complexe et parfois hésitante. Naturellement, même si le *mir* doit servir de base à une société de type nouveau, ce ne peut être qu'au prix d'une transformation qui en modifie radicalement la signification sociale.

(2) Voir les remarques sévères pour Karl Wittfogel, de M. RUDEL, édition de la Pléiade, I, p. 1679.

il présuppose aussi que révolution socialiste et société asiatique soient des termes comparables en langage marxien, ce qui n'est pas le cas.

Plus complexe est le problème, souvent soulevé par Karl Wittfogel, de l'« unilinéarisme » de la conception marxienne de l'histoire. L'unilinéarisme est incontestablement une des tentations de la pensée de Marx et d'Engels, comme d'ailleurs de tous les systèmes de pensée « historicistes » du XIX^e siècle, qu'ils s'appliquent à l'histoire ou à l'ethnologie. En 1884, Engels tentera, à l'aide de l'*Ancient Society* de Lewis Morgan, de dresser, dans *les Origines de la famille* un tableau de succession des principales formations sociales : troupeau primitif, communauté primitive, clan matriarcal, clan patriarcal, société esclavagiste, société féodale, société capitaliste, dont le caractère unilinéaire est très net et qui, bien entendu, ne rend que très mal compte de la réalité. Le mode de production asiatique est omis de cette liste. Comme des textes de Marx publiés postérieurement par Engels en font mention, il faut sans doute voir dans *Les Origines de la famille* un essai de représentation de l'évolution humaine dans ce qu'elle a de plus typique : la société asiatique, du fait même qu'elle fige la communauté pré-esclavagiste (1) et qu'elle offre des traits de très grande stabilité, rentrait très mal dans un schéma d'ensemble, plus typologique d'ailleurs qu'historique.

Au reste, cette tentation unilinéariste est constamment combattue chez Marx par la notion de développement inégal : « Tous les grands pays de l'Europe occidentale parcoururent le même mouvement, bien que selon le milieu il change de couleur locale, ou se resserre dans un cercle plus étroit, ou présente un caractère moins fortement prononcé, ou suit un ordre de succession différent » (2). Surtout, le développement économique moderne, l'unification de la planète par la bourgeoisie conquérante que célèbre le *Manifeste* de 1847, bouleverse les évolutions locales, introduit les conditions modernes du marché et dans les sociétés archaïques les plus « stables ». Plutôt que sur les étapes parcourues indépendamment par chaque groupe humain, Marx met donc l'accent sur la planétarisation de l'économie capitaliste et par conséquent de la révolution. Dans la perspective de Marx, le « mode de production asiatique », cette survivance, doit donc rapidement devenir un passé.

La place que tient le « concept asiatique » dans la pensée marxienne est donc réelle, mais limitée. Limitée parce que l'axe de la

(1) Aussi Engels n'évoque-t-il brièvement le régime de la propriété dans les Etats « asiatiques » que lorsqu'il traite de la communauté patriarcale. Il ne nous paraît pas contestable que le livre d'Engels, isolé de son contexte historique et intellectuel, a beaucoup contribué à répandre l'idée d'un mode universel de développement. Je suis donc moins optimiste quant au caractère bénéfique de l'influence de ce livre, que Maxime RODINSON (« L'Etude des sociétés « primitives » à la lumière de l'ouvrage d'Engels », *La Pensée*, mars-avril 1956, p. 7-22). Sans doute tous les systèmes ethnologiques contemporains et même postérieurs (jusque vers 1914) étaient-ils caractérisés par le même schéma unilinéaire, mais le livre d'Engels a lui seul acquis — fort indépendamment de son auteur — un caractère de dogme qui a rendu son influence en fin de compte néfaste.

(2) *Le Capital*, I, 8, 27. Edition de la Pléiade, p. 1170-1171.

perspective historique ne passe pas par les pays asiatiques, mais par les pays occidentaux ; limitée aussi cependant pour une raison plus profonde — et ici nous inclinerions à accepter la remarque de Karl Wittfogel — par la conception que se faisait Marx de la nature de l'Etat, expression de la classe dominante. Dans ce cadre, s'il était assez aisé, et Marx n'y a pas manqué, de dégager la loi de fonctionnement d'un Etat asiatique de type archaïque tel que l'Égypte pharaonique, il était beaucoup plus difficile d'expliquer comment un pays comme la Russie avait pu, depuis le règne de Pierre le Grand, sous l'impulsion de l'Etat, et sans que la bourgeoisie connaisse un développement en rien comparable à celui qui était le sien en Occident, acquérir des traits modernes. Ces faits, Marx les constate, il ne les explique pas vraiment. Citons-le : « Si les tsars moscovites, s'agrandissant par l'intermédiaire des Khans tartares avaient été obligés de *tartariser* la Moscovie, Pierre le Grand, résolu à agir par l'intermédiaire de l'Occident, fut obligé de *civiliser* la Russie. En s'emparant des provinces baltes, il saisissait en même temps un instrument nécessaire à cette besogne. Elles ne lui fournirent pas seulement les diplomates et les généraux, des cerveaux qui devaient lui permettre d'appliquer son système politique et de réaliser une action militaire en Occident ; elles lui offraient en même temps une moisson de bureaucrates, de maîtres d'école et d'instructeurs militaires qui devaient dresser les Russes pour leur inculquer cette apparente civilisation des techniques occidentales sans qu'ils s'assimilassent les idées européennes » (1). Modernisation de l'Etat très en avance sur les changements en profondeur de la société, c'est bien là un des traits fondamentaux de la Russie du XVIII^e siècle.

Plus profondément, dans son optimisme révolutionnaire, Marx a probablement sous-estimé la résistance des forces sociales archaïques en même temps que leur capacité d'adaptation aux données nouvelles de l'économie mondiale. La remarque ne vaut pas que pour les sociétés « asiatiques ». Quand le Japon de l'ère Meiji deviendra une puissance industrielle tout en maintenant des rapports sociaux de type semi-féodal, les marxistes de la fin du XIX^e siècle se trouveront incapables d'analyser correctement un phénomène aussi singulier.

Ces difficultés de la pensée marxiste éclairent-elles, comme le pense Karl Wittfogel, le destin du « concept asiatique » en Union soviétique ? On sait en effet qu'en 1931 la célèbre « discussion de Leningrad » entre experts soviétiques des questions extrême-orientales aboutit à la condamnation officielle, conçue d'ailleurs en termes modérés, de la thèse d'un mode asiatique de production spécifique, distinct notamment du mode de production féodal, condamnation qui devait être répétée par la suite, comme le signale l'auteur, en termes beaucoup plus brutaux. Quelles furent les causes d'une décision qui représentait incontestablement un abandon d'une des thèses de Marx (2), et dans une large mesure un recul devant la

(1) *La Russie et l'Europe*, p. 240-241.

(2) Il faut toutefois rappeler que c'est seulement en 1939 que sera

vérité ? Causes circonstancielles et causes profondes, elles furent certainement complexes.

Les circonstances, on le sait, étaient chinoises, et c'est de la Chine, non de la Russie, que l'on discuta de 1927 à 1931. Interprétant l'histoire récente du monde extrême-oriental comme une crise de la féodalité, les spécialistes soviétiques ne faisaient, Karl Wittfogel le rappelle, que suivre l'exemple donné par le comité central du parti communiste chinois en 1928. (1) Les textes de Marx prévoyant que l'Extrême-Orient serait libéré de sa stagnation séculaire par le choc du capitalisme occidental, les experts soviétiques manifestèrent la crainte que l'action de l'Internationale communiste en Chine ne fût rendue difficile sur un plan théorique si l'on ne renonçait pas à la thèse du « mode de production asiatique ». Inversement, la thèse nouvelle pouvait justifier, rétrospectivement, le soutien accordé à la bourgeoisie nationale chinoise et au Kuomintang (2). On peut en voir la preuve dans le fait que les tenants du « mode de production asiatique » furent traités par l'un de leurs adversaires de trotskystes. Causes secondaires en réalité, car le débat est beaucoup plus ancien que ces querelles chinoises, beaucoup plus ancien même que la Révolution.

Vers 1840, les deux groupes entre lesquels se partageait l'intelligentsia russe, slavophiles et occidentaux, étaient d'accord pour constater l'originalité absolue, par rapport à l'Europe, du développement de la Russie, mais les slavophiles estimaient que cette situation était fondamentalement saine et qu'il n'y avait pas de salut pour les Russes en dehors de leur tradition nationale, les occidentaux estimaient au contraire que la Russie ne devait avoir d'autre perspective que de se rapprocher rapidement des conditions établies dans l'ouest européen. Héritiers, dans une certaine mesure sinon de l'attitude politique des slavophiles qui avaient glissé jusqu'à l'extrême réaction, du moins de leur mode de pensée, les « populistes » voyaient dans la structure paysanne de la Russie, et singulièrement dans le mir, le point d'appui d'une éventuelle régénération. Et nous avons vu dans quelles limites, très étroites, Marx fut tenté de raisonner de même. Mais contrairement à Marx, le développement du capitalisme leur paraissait, en soi, catastrophique.

Lorsque, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, le marxisme s'introduit en Russie, c'est en partant de prémisses entièrement opposées. Non seulement le développement capitaliste de la Russie paraissait

publiée à Moscou l'étude sur les « formations précédant la production capitaliste » que nous avons mentionnée ci-dessus.

(1) À cette date il ne s'agissait pas d'une condamnation de la thèse du « mode asiatique de production » mais de son application à l'histoire de la Chine ; voir K. WITTFOGEL, *China Quarterly*, octobre-décembre 1962, p. 159-167.

(2) C'est, semble-t-il, pour une raison identique que certains communistes égyptiens ont donné une interprétation « féodale » de l'Égypte pré-nassérienne. Voir les remarques de Maxime RODINSON, *Les Temps modernes*, avril 1963, p. 1872-1874. Sur les causes politiques de la condamnation de 1931, voir W. S. LAQUEUR : *The Soviet Union and the Middle East*, Londres, 1959, p. 91-92.

à Plékhanov et à ses disciples la condition nécessaire à toute évolution socialiste, mais, marxistes russes, espérant agir sur place à partir du développement de la classe ouvrière russe, ils devaient presque fatalement s'emparer des aspects unilatéraux de la pensée marxienne, réinterpréter l'histoire russe à la lumière de l'explication marxiste du développement des pays occidentaux, et se heurter par là même au problème du despotisme oriental. Les réactions d'hommes aussi différents que Georges Plékhanov, Léon Trotsky et Lénine sont, dans cet ordre d'idées, tout à fait typiques.

Exposant, à la veille de la guerre, les grandes lignes de l'histoire sociale de la Russie (1), Plékhanov s'en prend à la thèse d'une « originalité complète du développement de la Russie ». S'appuyant notamment sur les travaux de l'historien russe Pavlov-Silvansky, il écrit : « Nous savons maintenant non seulement que la Russie de même que l'Europe occidentale a traversé la phase du féodalisme (2), mais aussi que cette même phase a existé en Egypte, en Chaldée, en Assyrie, en Perse, au Japon, en un mot dans tous ou presque tous les pays civilisés de l'Orient ». Plékhanov corrige cependant immédiatement cette affirmation catégorique en soulignant « l'originalité relative » du développement russe, ce qu'il appelle les « particularités despotiques » de la Russie proche à tant d'égards des empires extrême-orientaux : faiblesses de la vie urbaine, et « inertie politique de la population urbaine », et pour finir il écrit, retenant ainsi l'essentiel de l'enseignement de Marx : « L'asservissement par l'État de toutes les couches de la population russe, était [...] le résultat de l'inertie de l'économie nationale » (3).

Peu auparavant, dans une étude publiée en 1912, dans la *Pensée de Kiev*, Trotsky faisait des constatations analogues (4). « Nous sommes pauvres, disait-il, pauvres d'une pauvreté accumulée pen-

(1) *Introduction à l'histoire sociale de la Russie*, Paris, 1925, traduisant les chapitres introductifs de la grande *Histoire de la pensée sociale en Russie*, 3 volumes, Moscou, 1914-1915. Nos citations sont tirées des p. 3 et suiv.

(2) Donnons à ce sujet l'opinion d'un historien contemporain : R. BOUTRUCHE estime (*op. cit.* p. 250 sq.) que la Russie connut à l'époque de la formation de l'État moscovite (XIV^e siècle) une « ébauche de féodalité », le prince de Moscou, « plaçant sous sa main » les chefs des principautés secondaires, mais cette ébauche ne déboucha jamais sur une féodalité authentique, parce que c'est du prince de Moscou puis du tsar et de lui seul, que devaient dépendre la plupart des titulaires de *pomiestie* (grands domaines concédés). Il est vrai cependant que R. BOUTRUCHE définit la féodalité autrement que Plékhanov. Voir aussi une discussion sur la féodalité russe dans l'ouvrage collectif dirigé par Rushton COULBORN, *Feudalism in history*, Princeton, 1956, et le compte rendu d'Owen LATTIMORE, *Past and Present*, nov. 1957, p. 47-57.

(3) G. PLEKHANOV, *op. cit.*, p. 124.

(4) Nos citations et une partie des commentaires sont empruntés à Isaac DEUTSCHER, *Trotsky*, I, *Le prophète armé*, trad. Paulette Péju et Ernest Bolo, Paris, 1962, p. 255-258.

Cette analyse avait été formulée par Trotsky — sous l'influence, dit-on souvent, de Parvus, mais à la lumière également des écrits de Marx sur la révolution allemande de 1848 — dès 1906, dans son essai *Bilan et Perspectives*. Il s'y tiendra jusqu'à la fin de sa vie.

dant des milliers d'années [...]. L'histoire nous a semés sur une terre ingrate, elle nous a dispersés sur une immense plaine. » Sur cette plaine s'est établi un « État-Léviathan », qui, pour se défendre contre l'Asie et l'Europe dut affamer la nation, paralyser le développement de ses classes sociales et de ses institutions [...]. « Le peuple russe ne fut pas moins durement opprimé par la noblesse et l'Église que ses voisins d'Europe. Mais cette civilisation complexe et policée qui naquit en Europe sous le régime féodal, cette dentelle gothique du féodalisme, n'a pas poussé sur notre sol. Il y manquait la matière vivante et nous ne pouvions nous l'offrir [...]. Pendant des siècles, nous avons vécu dans des cabanes de rondins dont nous bouchions les trous avec de la mousse ! Où aurions-nous pu trouver de quoi rêver d'ogives et de flèches gothiques ? » Et Trotsky de montrer combien fut pauvre tant la noblesse que la bourgeoisie russes, qui ne bénéficia jamais de l'expérience incomparable des cités médiévales, comment l'intelligentsia naquit cependant des besoins de l'État, pour se tourner aussitôt contre l'État et agir dans le cadre d'un phénomène que Trotsky baptise *substitutisme* : les décembreistes défendant l'idéologie d'une bourgeoisie encore embryonnaire, les populistes parlant au nom d'une paysannerie sourde et muette, les socialistes enfin se posant en porte-parole d'un prolétariat balbutiant, seule la révolution de 1905 ayant mis un terme à cet état de chose.

De leur analyse, en gros commune, Plékhanov et Trotsky devaient tirer des conclusions fort différentes. Estimant que le prolétariat russe était beaucoup trop faible pour pouvoir prendre un jour prochain le pouvoir, Plékhanov fut un des inspirateurs des analyses des mencheviks et se rangea pendant la révolution à l'extrême-droite du parti, soutenant que c'était à la bourgeoisie d'accomplir la révolution. Discutant avec Lénine au congrès de Stockholm en 1906, il manifesta l'inquiétude, comme le rappelle Karl Wittfogel, que des mesures de « nationalisation de la terre, entraînent par voie de conséquence une "restauration asiatique", c'est-à-dire une résurgence du vieil appareil tsariste ». (1).

La doctrine de Trotsky, élaborée au lendemain de la révolution de 1905 et sans cesse complétée depuis, devait au contraire s'inscrire dans un « substitutisme » d'un genre nouveau, la *Révolution permanente*. La faiblesse de la bourgeoisie, l'existence d'un prolétariat jeune et concentré explique que celui-ci soit dans l'obligation de prendre en charge les tâches de la révolution bourgeoise, et de lui donner un caractère socialiste.

Mais quelle était l'attitude de Lénine ? Entré dans la vie politique sous le signe d'une lutte acharnée contre les populistes, Lénine se situe, en un sens, dans l'aile la plus « occidentaliste » du marxisme

(1) Sur cette question, on pourra se reporter à l'article de Samuel H. BARON, « Plekhanov's Russia, impact of the west », *Journal of the History of Ideas*, 1958, p. 388-404, *Contrat Social*, 1959, p. 30-38, qui ignore malheureusement absolument l'interprétation féodale que donnait Plékhanov de l'histoire russe.

russe. Dans la puissante synthèse qu'il publie en 1899 sur le *Développement du capitalisme en Russie* (1) et dont la pointe est dirigée contre les solutions populistes de la crise agraire, Lénine, s'appuyant sur le livre de Kautsky, *Die Agrarfrage*, qui venait de paraître, note avec satisfaction à quel point les traits essentiels du processus du développement capitaliste dans les campagnes occidentales « sont identiques à ceux de la Russie, malgré les particularités énormes de cette dernière, tant au point de vue économique qu'au point de vue extra-économique » (2). De fait, l'interprétation que donne Lénine de l'introduction de la division du travail à la campagne, de la prolétarisation d'une partie de la paysannerie, de l'introduction du machinisme, est conforme au marxisme le plus classique. De même analysant le développement industriel, Lénine ne mentionne pas, comme le remarque Karl Wittfogel, le rôle énorme que jouait l'Etat, sinon dans l'investissement capitaliste proprement dit, du moins dans l'orientation générale de l'économie (3). Cependant, bien entendu, Lénine ne pouvait pas ne pas rencontrer le problème des survivances de l'ancien ordre de choses qu'il interprète comme une « économie seigneuriale » fondée sur la corvée (4), sans dégager cependant, à cette date, le rôle de l'Etat, lui-même propriétaire d'une fraction considérable du sol russe, dans l'exploitation des paysans.

Lénine devait cependant se heurter pendant toute sa carrière de révolutionnaire aux problèmes posés par ces survivances, parce qu'il appelait lui-même, sinon le « mode asiatique de production », du moins l'*Aziachchina* (5). Celle-ci est-elle cependant pour lui un

(1) Nous utilisons la traduction française publiée en commun par les Éditions en langue étrangère de Moscou et les Éditions sociales de Paris (s. d.).

(2) Préface de la première édition, p. 7.

(3) Ce rôle a toujours été considérable. Dès le XVIII^e siècle par exemple, l'Etat joue un rôle capital, comme l'a bien montré Roger PORTAL dans sa thèse, dans le développement industriel de l'Oural. En 1914, l'Etat possédait ses entreprises, et pas seulement comme en Occident des fonderies et des arsenaux. Dans l'industrie lourde, sa part est certes moindre que celle du capitalisme étranger, elle n'en est pas moins réelle.

(4) *Op. cit.*, p. 197 sq. ; voir p. 201 : « Malgré la diversité infinie des formes, propre à l'époque de transition, l'organisation économique du domaine moderne du propriétaire foncier se ramène à deux systèmes fondamentaux dans leurs combinaisons les plus variées : le système des prestations de travail (Lénine indique qu'il préfère ce mot à celui de corvée, valable avant l'abolition du servage) et le système capitaliste. » Lénine a défini plus haut, p. 198, l'exploitation par corvée comme caractérisant le domaine féodal. L'emploi de ce mot, que l'on peut juger impropre, est caractéristique. Il faut souligner cependant qu'au XIX^e siècle le caractère « concédé » des grands domaines russes s'était atténué considérablement (bien qu'il ait pu, très partiellement, justifier l'abolition du servage), et qu'après l'Ukase de 1867, c'est bien une propriété seigneuriale, sinon féodale, qui s'était reconstituée en Russie.

(5) La plupart des textes sont cités par Karl Wittfogel. Le lecteur verra facilement en quoi notre interprétation se rapproche et en quoi elle se distingue de la sienne. En particulier il nous paraît inutile d'introduire dans le débat des jugements de valeur sur l'honnêteté et la malhonnêteté de Lénine.

« mode de production », une « formation socio-économique » originale comme elle l'était pour Marx et pour Engels ? On n'oserait l'affirmer, Lénine employant souvent le mot féodal pour désigner l'état social de la Russie (1). Il écrit cependant dans le n^o 1 de l'*Iskra* (1900), à propos de la Chine : « Le peuple chinois souffre des mêmes maux que le peuple russe : d'un gouvernement asiatique pressurant d'impôts les paysans affamés et écrasant par les armes toute aspiration à la liberté et du joug du capitalisme qui a pénétré aussi dans l'Empire du Milieu ». L'*Aziachtchina* désignera surtout pour lui, la barbarie, le caractère retardataire de la structure politique de la Russie et des pays de l'Extrême-Orient, « l'absolutisme imprégné de barbarie asiatique » (1911) (2).

Il serait peu de dire que Lénine a tenu compte, sinon dans sa doctrine économique, du moins dans sa pratique politique, du phénomène qu'il décrivait ainsi de façon impressionniste : les structures du parti révolutionnaire telles qu'il les réclame dans *Que Faire ?* (1902) sont étroitement adaptées aux structures de l'autocratie russe, en même temps qu'aux faiblesses du mouvement ouvrier. Il est à peine besoin de les rappeler : parti clandestin, obéissant à un centre émigré selon les règles du « centralisme démocratique » porteur de la révolution, à défaut d'une classe ouvrière incapable de dépasser par elle-même le niveau du « trade-unionisme ». Dans une large mesure le révolutionnaire professionnel de Lénine est la contrepartie dialectique du bureaucrate et du policier du despotisme tsariste (3).

Or, depuis 1905 surtout, les faits semblent donner raison tant à l'analyse marxiste de Lénine qu'à la pratique originale — certains disent blanquiste — qu'il met en œuvre. Avec les réformes de Stolypine, de 1906 à 1911, la désagrégation du mir s'accroît considérablement, une classe solide de koulaks se constitue à la campagne pendant qu'augmente le nombre des paysans parcellaires ou des paysans sans terre, toutes données qui vérifient point par point les analyses de 1899.

Depuis 1907 également, l'essor de l'industrie capitaliste est d'une rapidité sans précédent, et le prolétariat russe est, à la veille de la Révolution, le plus concentré d'Europe, même s'il ne représente en

(1) Le mot alterne avec le mot russe *krepostnichestvo*, qui désigne l'attachement du paysan à la terre.

(2) *Le mouvement de libération nationale des peuples de l'Orient*, Moscou et Paris, 1962, p. 70. Peu après Lénine traitait de la « démocratie et du populisme en Chine semi-féodale » (*op. cit.* p. 78).

(3) En formulant cette remarque nous n'oublions pas que *Que faire ?* est un ouvrage polémique de circonstances, dirigé précisément, comme le rappelle Pierre BROUÉ (*Le Parti bolchevique*, Paris, Éditions de Minuit, 1963, p. 31), contre les « économistes » qui, prétextant des conditions spéciales régnant en Russie, considéraient comme impossible l'implantation en Russie d'un parti social-démocrate. Sur le plan de la doctrine, Lénine ne se distingue à cette date en rien du courant révolutionnaire orthodoxe de la social-démocratie internationale ; c'est sur le plan de la structure du parti qu'il s'adapte au contraire à la situation spéciale de la Russie.

réalité qu'une fraction minime de la population. En même temps, sans parler de la Russie, des mouvements révolutionnaires se déclenchent dans les vieilles terres du « despotisme oriental », la Perse et la Chine notamment, et Lénine peut titrer son article de la *Pravda* du 18 mai 1913 : « L'Europe arriérée, l'Asie avancée » (1) expliquant qu'il appartient maintenant à l'Orient de réaliser les valeurs de l'Occident, celui-ci n'étant plus « avancé » que par l'existence du prolétariat révolutionnaire. Dans ces conditions le « despotisme oriental » apparaissait bien à Lénine — comme à Marx — comme une survivance et l'on s'explique qu'il ait pu envisager sur un plan théorique le « dépérissement de l'Etat », dans un livre *l'Etat et la Révolution*, publié en 1917, et qui est, sinon l'ouvrage « le plus malhonnête », comme dit Karl Wittfogel, du moins le plus singulier dans son optimisme du chef du parti bolchevique.

Au lendemain de la Révolution et de la guerre civile, les faits étaient cependant fort différents, la classe ouvrière diminuée en quantité et en qualité, le parti divisé profondément, comme en témoigne le X^e congrès (1921), les paysans victimes du « communisme de guerre » réduisant leur production et affamant les villes. (2).

Dès 1918, Lénine écrivait : « Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands, de nous appliquer de toutes nos forces à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour hâter cette implantation de mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie » Citant ce texte dans une brochure écrite au lendemain de Cronstadt et du X^e Congrès (21 avril 1921) pour justifier notamment le remplacement, dans les campagnes, de la réquisition des excédents par l'impôt en nature, c'est-à-dire d'une forme despotique de prestations par une forme capitaliste, Lénine écrivait : « Le capitalisme est un mal par rapport au socialisme. Le capitalisme est un bien par rapport au Moyen Age, par rapport

(1) *Op. cit.* p. 104-107. Lénine définit les révolutions de l'Extrême-Orient comme ayant essentiellement un caractère populiste et petit-bourgeois. Dans une analyse sympathique et critique du programme de Sun Yat-sen (*op. cit.* p. 78 sq.), il montre par exemple ce que signifie en réalité la nationalisation de la terre (programme qu'il avait lui-même défendu en 1906). Par le transfert de la rente foncière à l'Etat — un Etat qui ne peut être que capitaliste démocratique — c'est l'introduction et le développement du capitalisme à la campagne. Il n'y a pas là de contradiction : Lénine expliquait en 1907 (Préface à la deuxième édition du *Développement du capitalisme en Russie*) que deux possibilités s'ouvraient, celle qu'indiquait Stolypine d'une part, avec conservation de la « masse principale de la grande propriété foncière » et développement de la paysannerie aisée, celle qui pourrait accomplir la révolution de l'autre, avec « destruction de la grande propriété foncière », « rôle prédominant du prolétariat et de la masse paysanne ; le plus rapide et le plus libre développement des forces productives, sur la base du capitalisme » et création des conditions d'une « refonte socialiste » de la société par la classe ouvrière.

(2) Un document essentiel pour l'étude de cette période vient d'être mis à la disposition du lecteur français par la traduction de la brochure d'A. KOLLONTAI, *L'Opposition ouvrière*, publiée à Moscou en 1921 (*Socialisme ou Barbarie*, janvier-mars 1964, p. 57-102).

à la petite production, par rapport à la bureaucratie qu'engendre l'éparpillement des petits producteurs » (1). Comme le signale Karl Wittfogel, ce sont là les termes marxistes qui définissent l'ordre asiatique. Le contexte indique du reste bien qu'il ne s'agit pas d'une survivance, mais d'une renaissance. Tandis que l'ancien appareil a été détruit et que pendant plusieurs mois personne ne s'est plaint du mal bureaucratique, le VIII^e et le X^e congrès du parti, le VIII^e congrès des Soviets (décembre 1920) en débattent, et maintenant « nous voyons ce mal se dresser devant nous encore plus net, plus précis, plus menaçant » (2). Plus d'un an après, le 30 décembre 1922, Lénine notait, avec plus de netteté encore : « N'est-ce pas [...] ce même appareil de Russie que, comme je l'ai déjà dit dans un numéro précédent de mon journal, nous avons emprunté au tsarisme en nous bornant à le badigeonner légèrement d'un vernis soviétique ? » (3).

Est-ce cet envahissement bureaucratique qui a indirectement causé la condamnation, en 1931, de la thèse du « mode asiatique de production » ? Faut-il admettre que c'était la notion même d'une classe « bureaucratique » qui était en jeu, et que les intellectuels stalinien craignaient de voir assimilées bureaucratie « asiatique » et bureaucratie soviétique ? Ce sentiment a pu jouer (4). et les leaders communistes ne tenaient pas à apparaître comme les successeurs de la bureaucratie tsariste, mais Lénine ne considérait ni la bureaucratie tsariste ni la bureaucratie soviétique comme une classe. Dans les années suivantes, tout au plus exprima-t-on la crainte, tant dans les milieux de l'opposition que dans les milieux gouvernementaux, de voir les cadres administratifs et les *Nepmen* se fondre en une nouvelle bourgeoisie. Pour sa part, l'opposition de gauche ne considéra jamais la bureaucratie comme une classe, au sens marxiste du mot, et Trotsky considéra jusqu'au bout l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier gouverné par une couche bureaucratique ayant d'ailleurs ses intérêts propres (5). En 1931, hors de certains milieux anarchistes très restreints et de certains groupes occidentaux, on était en tous les cas fort loin de la notion d'une classe bureaucratique, notion qui ne joua aucun rôle dans les luttes internes du parti. Ce sont les « dangers professionnels du pouvoir » que dénonce par exemple, en 1928, Christian Rakovsky (6).

Nous croyons, pour notre part, que le processus qui devait entraîner la condamnation de 1931 et les ukases qui ont suivi fut plus complexe et, si l'on ose dire, plus subtil. Dès 1922, en effet, le

(1) *Œuvres*, 32, Paris et Moscou, 1962, p. 355.

(2) *Op. cit.* p. 373-374.

(3) *Œuvres*, 36, Paris et Moscou, 1962, p. 619. Ce texte longtemps tenu secret n'a été publié que tout récemment.

(4) Dans son exposé cité ci-dessus, F. Tokei affirme que c'est bien cette assimilation, qu'il repousse pour sa part entièrement, qui a entraîné la mise à l'index de la notion de « mode de production asiatique ».

(5) Voir les textes rassemblés dans *De la Révolution*, Editions de Minuit, 1963.

(6) Texte recueilli dans *Les Bolcheviks contre Staline*, Paris, Quatrième Internationale.

vieux débat, le débat sur l'originalité du développement de la Russie qu'avaient si bien posé Plékhanov et Trotsky et que Lénine avait tenté de régler plutôt que de poser, reparait à la surface, dans des termes analogues, mais avec une signification politique entièrement nouvelle.

Republiant en 1922 son livre de 1917 sur la révolution de 1905, Trotsky le fit précéder d'une introduction nouvelle où il réaffirmait ses thèses de 1906 sur les particularités de la formation des classes sociales en Russie, thèses qui avaient choqué de nombreux marxistes. A la même époque, l'historien bolchevique Pokrovsky soutenait une thèse entièrement différente ; loin d'être la conséquence du retard de l'économie russe, la formation de l'autocratie était l'expression politique de la domination du capital marchand qui triomphait au XVI^e siècle : « Il est extrêmement séduisant de dessiner la Moscovie du XVI^e siècle sur le fond général des rapports qui existaient en Europe à cette époque. On ne saurait mieux réfuter un préjugé dominant à ce jour, même dans les milieux marxistes, l'idée d'une base économique prétendue « primitive » sur laquelle se serait instaurée l'autocratie russe [...]. Montrer cette autocratie dans ses véritables rapports historiques comme un des aspects du régime commercialo-capitaliste de l'Europe [...], voilà une tâche non seulement extrêmement intéressante pour l'historien, mais d'une haute importance pour l'éducation des lecteurs ; il n'y a pas de moyen plus radical pour en finir avec la légende d'un processus historique d'une originalité particulière » (1).

S'adressant directement à Trotsky, il lui reprocha de reprendre à son compte de vieilles théories populistes et mencheviques, celle de Plékhanov notamment, de nier le caractère de classe de l'Etat absolutiste. A ses yeux, un homme comme Boris Godounov est purement et simplement l'homme de confiance du capital marchand représenté par la Compagnie hollandaise de commerce avec la Russie. Il concluait ainsi : « Le problème n'est pas dans le caractère arriéré de l'empire moscovite mais dans le fait que cet empire était une nation neuve, emportée dans le développement du capitalisme marchand et qu'elle avait besoin de se faire une place au soleil parmi ses concurrents plus anciens et mieux installés. C'est pourquoi le capital marchand russe eut besoin de forger une nation avec une discipline de fer et d'élaborer une dictature. L'incarnation de cette dictature véritable du capital marchand, ce fut l'autocratie moscovite » (2). Dans sa réponse, Trotsky, tout en développant des thèmes

(1) Compte rendu d'un livre de P. VIPPER sur Ivan le terrible, *Krasnaja Nov'*, mai-août 1922, p. 275-276. Cet article est cité dans *l'Histoire de la révolution russe* de Trotsky sans référence, ce qui risque de le faire confondre avec l'article cité ci-dessous.

(2) M. N. POKROVSKY : « Est-il vrai qu'en Russie l'absolutisme ait existé en contradiction avec le développement social ? Au sujet de la préface du livre du camarade L. D. TROTSKY, 1905 », *ibid.*, p. 144-151. Rappelons ici que Pokrovsky fut jusqu'à sa mort, en 1932, le leader des historiens marxistes russes. Il fut condamné *post mortem*, en 1934, comme dogmatiste. Sur le mouvement d'ensemble de l'historiographie russe, voir le livre, informé

déjà avancés, tout en soulignant que le développement du commerce russe au XVI^e siècle avec l'Occident était précisément la conséquence du retard de la Russie, qui la plaçait dans une situation coloniale, mit en cause l'utilisation mécanique du marxisme, ou plus exactement ce « pseudo-marxisme qui se borne à de banales constatations historiques, à des analogies de pure forme, qui, dans les diverses époques, ne consent à voir que la succession logique de rigides catégories sociales (féodalité, capitalisme, socialisme, autocratie, république bourgeoise, dictature du prolétariat) ». Sans utiliser nommément le « concept asiatique », il évoqua cependant nettement les textes de Marx qui sont à la base de la thèse du « mode de production asiatique » : « Notre retard économique (au XVI^e siècle) se manifestait avant tout en ceci que l'artisanat, ne se disjoignant pas de l'agriculture, en restait au stade des petits métiers ruraux (*Koustari*). Ici, nous nous rapprochons plus de l'Inde que de l'Europe, de même que nos villes du Moyen Age tenaient plus à l'Asie qu'à l'Europe, de même que notre autocratie, placée entre l'absolutisme des monarchies européennes et les despotes asiatiques se rapprochait sous maints rapports de ces derniers ». (1)

Ce débat « d'une haute importance pour l'éducation des lecteurs », ne devait pas rester très longtemps académique.

A partir de 1924, après la mort de Lénine, l'intelligentsia soviétique est aux prises avec deux données nouvelles qui vont s'imposer peu à peu et jouer un rôle capital pendant plus de trente ans : le marxisme devient un dogme et l'U.R.S.S. devient un modèle (2).

Le Bolchevik du 5 septembre dit les choses clairement et invite à la lutte contre ceux qui interprètent à leur façon le marxisme : « C'est seulement en résolvant sans tergiversation ce problème que l'on conservera toute sa pureté à l'étendard de la révolution prolétarienne, à l'étendard du « dogme » marxiste. Il est tout à fait inutile d'avoir peur de ce mot. La lutte contre le marxisme « dogmatique » a toujours été le fait des réformistes les plus éloignés du marxisme, dans le genre de Bernstein. Tout ce qu'il y avait de meilleur dans le mouvement ouvrier a toujours lutté pour le « dogme » de Marx qui a réuni autour de lui des millions d'hommes et qui s'est vérifié au cours de l'expérience de plus de cent ans de lutte de classe. Puisque, sous le couvert de la lutte contre le « dogmatisme », se manifeste

mais tendancieux, publié sous la direction de C. E. BLACK, *Rewriting Russian history ; Soviet interpretation of Russia's past*, New York, 1957 (sur Pokrovsky, voir notamment p. 41 sq.) et le fascicule qui lui a été consacré par *Saeculum*, 1960, Heft 1-2.

(1) « Sur les particularités du développement historique de la Russie », *la Pravda*, 1^{er} et 2 juillet 1922, reproduit dans L. TROTSKY, *Histoire de la Révolution russe*, trad. M. Parijanine, éd. du Seuil, Paris, 1962, p. 1078 sq.

(2) La date de l'introduction du dogme varie suivant les domaines. Pokrovsky pouvait être librement critiqué en 1922, comme il pouvait lui-même librement critiquer Trotsky. En ethnographie, l'introduction du dogme tiré des *Origines de la famille* date de 1928. Voir R. SCHOTT, « Das Geschichtsbild der sowjetischen Ethnographie », *Saeculum*, 1960, p. 27 sq.

en réalité le révisionnisme, le devoir de tout marxiste est de défendre à tout prix le dogme de Marx » (1).

Le « dogme » de Marx, mais lequel, et pour justifier quoi ? C'est en 1924 que fait son apparition la thèse du « socialisme dans un seul pays », que défend J. Staline, thèse circonstancielle qu'expliquait l'échec de la révolution mondiale, thèse rassurante aussi : la construction du socialisme en Russie ne dépendait pas de l'aide qu'apporterait à la jeune révolution la classe ouvrière des pays avancés de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique. La presse du parti remplace peu à peu les discussions politiques par les anathèmes, tandis que grandit la part des statistiques triomphales (2). L'U.R.S.S. elle-même, et non plus seulement sa révolution, devenait un modèle, devenait, avant l'heure, un pays avancé. Il ne pouvait plus être question que la révolution ait éclaté dans un pays semi-barbare et demeuré en quelque sorte en marge du grand courant de l'histoire universelle, il fallait au contraire que la Russie ait parcouru toutes les étapes qu'avaient suivies aux yeux de Marx et d'Engels les pays les plus avancés du féodalisme au capitalisme et maintenant du capitalisme au socialisme.

L'idéologie correspondait ainsi à la politique. Plus tard, ce ne sera plus l'U.R.S.S. qui allait être un modèle, mais la Russie avec toute son histoire ; cependant déjà les fondements théoriques étaient jetés qui animeraient un jour la période d'exaltation chauvine dite du « génial Popov » (3).

Vers la même époque des structures autoritaires faisaient leur apparition dans l'Université soviétique, le « dogme » ayant besoin de prêtres. Il suffira d'évoquer ici la longue domination des théories linguistiques de Marr, jusqu'à leur dénonciation par Staline en 1950.

Bien entendu, les traits « asiatiques », au sens marxiste du mot, disparaissant de l'histoire de Russie, le « mode asiatique de production » est victime du nouveau cours. En 1929 par exemple, S. M. Doubrovsky publie un livre « sur la question de la signification d'un mode de production "asiatique" du féodalisme, du servage et du capitalisme marchand » (4), qui s'employait à mettre Marx d'accord avec lui-même au prix de l'abandon d'une partie de son enseignement. Mille ans de l'histoire de Russie étaient interprétés comme mille ans

(1) Cité par Pierre SORLIN, dans son remarquable article : « La crise du parti communiste bolchevik et les débuts du "Bolchevik" » (avril 1924-avril 1925), *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1962, p. 81-110.

(2) Sur cette évolution, voir outre l'article cité ci-dessus, P. et I. SORLIN, *Lénine Trotski Staline*, Paris. Armand Colin (collection Kiosque), 1962. Je cite ce dernier livre parce qu'il donne à partir de l'étude de la presse une image extrêmement vivante de la naissance du dogmatisme, mais il serait évidemment possible d'invoquer ici toute une bibliothèque. Sur l'ensemble du problème, voir notamment Herbert MARCUSE, *le Marxisme soviétique*, trad. B. Cazes, Paris, Gallimard, 1963.

(3) Bien entendu, nous simplifions, car deux raisonnements à la fois contradictoires et complémentaires apparaissent dans l'idéologie de la période stalinienne : d'une part le régime soviétique a réussi à transformer un pays arriéré ; de l'autre, la Russie a toujours été, et dans tous les domaines, le pays le plus avancé.

(4) Voir les indications de L. YARESH in C. E. BLACK, *op. cit.*, p. 48.

de féodalité, de la Russie kievienne au milieu du XIX^e siècle, un auteur soutenant cependant que les Slaves n'étaient pas passés par la phase esclavagiste (1). C'est à l'intérieur de ce cadre que s'ouvraient les discussions, d'ailleurs réelles, entre historiens soviétiques, les questions de « périodisation » jouant un rôle essentiel, chacun s'efforçant de concilier, au moyen de divisions nouvelles et parfois subtiles un respect élémentaire de la vérité historique et l'exégèse de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline dont les moindres phrases étaient torturées pour être adaptées aux faits, ou vice versa. Bien entendu, les problèmes demeuraient et les historiens soviétiques étaient dans l'obligation d'interpréter, dans le cadre du nouveau dogme, une donnée aussi considérable que l'autocratie russe. Quelle était la signification de classe du pouvoir des tsars ? Cette question fit l'objet d'innombrables discussions, l'une invoquant le capitalisme marchand et l'autre la noblesse de cour (2), les théories se succédant les unes aux autres, parfois de façon entièrement irrationnelle, parfois pour des raisons que seule une longue étude permettrait d'éclaircir.

Tout naturellement, le « mode de production asiatique » chassé de l'histoire du Moyen Age et de l'histoire contemporaine de la Chine comme de la Russie, fut chassé de l'histoire ancienne, qui fut entièrement réinterprétée en termes d'esclavage et de féodalité (3).

Un manuel récent en porte témoignage. Après avoir signalé que « l'histoire de l'Orient commence par la formation de la société esclavagiste et de l'Etat », l'auteur, tout en notant le faible développement de la propriété privée et du système esclavagiste, et en employant même l'expression « despotisme oriental », ajoute : « Il n'y a aucune différence de principe entre les Etats de l'Orient et de l'antiquité classique ; les particularités secondaires qui les distinguent ne nous empêchent pas de les ranger dans la même formation sociale et économique » (4). En histoire ancienne comme en histoire moderne,

(1) L. YARESH, *loc. cit.* p. 54 sq.

(2) Voir les renseignements très précis donnés par L. YARESH, dans son étude historiographique, *The formation of the great Russian State, op. cit.* p. 198-223. Un dogme qui devait jouer un rôle capital fut fixé par Staline, lors du X^e congrès : l'Etat centralisé a précédé en Russie l'abolition du féodalisme. Voir *Ouvres*, V, Paris, 1955, p. 24.

(3) C'est un fait que tous les secteurs de l'histoire furent plus ou moins victimes des mêmes réfections que l'on imposait à l'histoire contemporaine de la Russie, et plus encore naturellement de l'Union soviétique. Nous n'oublions cependant pas, en formulant cette remarque, que les historiens soviétiques ont continué à travailler et souvent à bien travailler même pendant la période stalinienne, dans les domaines du moins sur lesquels l'autorité du dogme se faisait moins sentir, ou dans ceux où le dogme pouvait s'accommoder de la réalité. Fait remarquable, les condamnations successives qui sont intervenues dans la vie, parfois mouvementée, de l'école historique soviétique ont très souvent porté sur le « dogmatisme » de tel ou tel chef de l'école (ainsi Pokrovsky après sa mort). Bien entendu, un nouveau dogmatisme relayait l'ancien, mais le problème était, d'une certaine manière, senti et le système ne fut jamais parfaitement clos. Il serait intéressant de réétudier l'historiographie soviétique sous cet angle.

(4) *Histoire de l'antiquité*, sous la direction de V. DIAKOV et S. KOVALEV, Editions en langues étrangères, Moscou, s.d. (1962), p. 76-77. Le même

les questions de périodisation prirent une importance démesurée, un problème capital consistant par exemple à déterminer les limites respectives du monde esclavagiste et du monde féodal (1).

Les distorsions que le dogmatisme imposait à la recherche historique ne se limitèrent pas à l'U.R.S.S. En Chine par exemple, l'abandon de la thèse du « mode asiatique de production » fut certainement facilité tant par le caractère péjoratif du mot « asiatique » dans le vocabulaire marxiste, y compris celui de Lénine, que par l'idée conjointe de « stagnation » qu'il impliquait. Mais, d'une façon générale, un peu partout on se mit à chercher, et au besoin on trouva, des phases « esclavagistes » et des phases « féodales » (2). Pour user du langage kantien, le jugement réfléchissant céda la place au jugement déterminant celui qui impose au réel des catégories qui lui sont extérieures.

Karl Wittfogel signale quelques-uns de ces faits : il le fait avec amertume, une amertume compréhensible puisque son œuvre a été victime, en U.R.S.S., de la condamnation de 1931. Mais il est impossible de ne pas signaler qu'il glisse parfois dans un dogmatisme symétrique et inverse du dogmatisme stalinien. Qu'un sinologue éminent comme Owen Lattimore emploie le mot « féodal » pour désigner certains moments de l'histoire des Sin-Kiang, cadre d'une société que l'auteur du *Despotisme oriental* considère, sans donner ses preuves, comme « typiquement hydraulique », n'autorise pas Karl Wittfogel à demander des comptes à M. Lattimore ! (3) On est

manuel croit devoir évoquer l'autorité de Karl Marx, avec deux lignes de référence, pour signaler que l'époque de Périclès « marque le zénith, l'épanouissement de la Grèce » ou que « l'immense essor extérieur de la Grèce coïncide avec l'époque d'Alexandre » (p. 400 et 449). Ce manuel traduit cependant une réaction contre les théories en honneur pendant les années trente. On avait alors introduit la féodalité jusque dans le Moyen-Orient ancien et, bien entendu, dans la Chine pré-impériale et impériale.

(1) Voir par exemple la discussion, d'ailleurs intéressante, entre E. CHTAERMAN et S. KOVALEV, in *Recherches Internationales à la lumière du marxisme*, 2, 1957, p. 113-178. Aucun de ces deux auteurs ne souligne que le Bas-Empire présente bien des traits d'un « despotisme oriental ».

(2) Un exemple presque caricatural : dans une étude sur la « société esclavagiste chinoise », reproduite in *Recherches Internationales à la lumière du marxisme*, 2, 1957, p. 31-51, KOVO-MO-JO explique qu'un stade esclavagiste est une nécessité absolue, que les textes étant à peu près silencieux, il faut faire parler l'archéologie... qui n'en peut mais; dans la même revue, on notera au contraire l'étude théorique plus prudente de MM. GUENTHER et SCHROT, p. 7-29, qui comparant l'« esclave » dans les sociétés orientales et l'esclave de la société classique, s'efforcent, non sans habileté, de réconcilier le dogme et les faits.

(3) La position de M. Owen LATTIMORE, telle qu'il l'exprime dans un ouvrage publié sous sa direction, *Pivot of Asia, Sing-Kiang and the inner Asia frontier of China and Russia*, Boston, 1950, p. 182 sq., est beaucoup plus nuancée que ne l'indique M. Wittfogel, puisqu'il oppose à des cycles de « centralisation », pendant lesquels les représentants de l'empire chinois faisaient des chefs locaux leurs vassaux et établissaient « a centrally controlled bureaucracy » — expression que ne désavouerait pas M. Wittfogel —, à des cycles de « décentralisation » pendant lesquels dominent les aristocraties locales. On notera que selon M. Lattimore (*op. cit.*, p. 159 sq.), l'irrigation

d'autant plus inquiet en la circonstance que M. Lattimore fut accusé, assez absurdement, en 1950, par le sénateur MacCarthy d'avoir été tout à la fois le principal architecte de la politique chinoise des Etats-Unis et d'être le « top spy » de l'U.R.S.S. dans ce même pays. Karl Wittfogel, qui a jadis considéré la période Tch'ou de l'histoire chinoise comme « féodale » et qui la tient maintenant pour « hydraulique », pourrait-il éviter dans ces conditions de se condamner lui-même ?

En ce sens, son œuvre est un curieux rejet, en terre américaine, du dogmatisme stalinien.

* * *

Disciple de Marx, Karl Wittfogel s'en prend cependant à l'« unilinéarisme » de l'auteur du *Capital* et de sa descendance intellectuelle. Mettre en évidence le destin autonome des sociétés « orientales » est à ses yeux saper dans ses fondements une conception simpliste de l'évolution des sociétés humaines. Mais le progrès est-il évident, si l'on se contente de bâtir sur les débris de l'unilinéarisme une conception à deux voies de l'histoire ? C'est pourtant à cette tentation que cède trop souvent l'auteur du *Despotisme oriental*, et l'on éprouve quelque gêne à retrouver en transparence à travers son livre les débats du conflit « Est-Ouest » et les mythes obsessionnels de la politique étrangère américaine, depuis les débuts de la guerre froide. Car les sociétés se divisent pour Karl Wittfogel en deux grands ensembles : celles qui continuent les vieilles sociétés asiatiques en introduisant au besoin une variante industrielle d'une part, celles qui continuent la tradition libérale du XIX^e siècle de l'autre (1). Le schéma d'Engels est simplement dédoublé : le « socialisme » totalitaire et stalinien prend la relève du vieux despotisme oriental, le capitalisme moderne continue la ligne des sociétés fondées depuis l'époque de l'esclavage sur la propriété privée. Pour chanter l'heureux XIX^e siècle, ses illusions héroïques, l'essor du capitalisme à peine terni par les drames de l'accumulation primitive, Karl Wittfogel retrouve volontiers les accents du *fortunatos nimium*.

Il reste il est vrai le Tiers Monde composé d'Etats dont beaucoup ont été soumis ou sont encore soumis à des régimes despotiques. Peuvent-ils échapper à la stalinisation ? Karl Wittfogel traite de leur

est assurée au Sin-Kiang depuis la fin du XVIII^e siècle par des *qanats* comparables à ceux que nous avons mentionnés à propos de la Perse. Un tel mode d'irrigation ne favorise pas la formation d'une société « hydraulique ». Sur la question générale du « féodalisme », M. Lattimore a donné depuis son point de vue, expliquant notamment, dans une revue d'inspiration généralement marxiste, qu'il « n'avait jamais été capable de comprendre avec précision ce que les marxistes et particulièrement les marxistes russes appellent féodalisme... » (*Past and Present*, novembre 1957, p. 54).

(1) C'est ce que lui a vivement reproché, dans un compte rendu d'ailleurs trop sévère, E. G. PULLEYBANK qui parle d'une « highly melodramatic view of history », *Journal of the economic and social history of the Orient*, I, 1957-1958, p. 352 ; voir aussi, *Bulletin of the School of oriental and african Studies*, 1958, p. 657-660.

destin dans le chapitre X, sans doute le moins solide de l'ouvrage. Il constate certes les échecs, ceux de la colonisation notamment, qui n'a guère fait que superposer une administration étrangère aux despotismes locaux. Mais comment, hors de la « propagande idéologique » et de la « vigilance extérieure », y établir des régimes, « à centres multiples », des régimes où le « big business » soit contrôlé par le « big labor » ? Karl Wittfogel ne se prononce pas et, à vrai dire, ferme le débat après l'avoir à peine ouvert.

Mais le débat est-il posé dans des termes corrects ? Ce n'est certes pas ici le lieu de résoudre les problèmes soulevés par Karl Wittfogel. Contentons-nous de montrer quelques-unes des difficultés que soulève sa méthode. Car la faiblesse de l'explication par les formes, dont Karl Wittfogel fait un usage si heureux dans tant de pages de son livre, éclate ici à tout moment.

Dans l'*Ancien régime et la Révolution*, Tocqueville avait tenté de montrer que les hommes de la Convention étaient les héritiers de l'absolutisme monarchique dont ils avaient en fin de compte accompli le programme centralisateur. L'explication avait ses limites et sous-estimait la mutation sociale accomplie depuis 1789. Du moins était-ce une explication historique, et il est du reste vrai, par exemple, que l'arsenal répressif de la Terreur fut pour une large part emprunté à l'Ancien Régime.

Dans le même esprit, Lénine soulignait que les facteurs économiques qui avaient donné naissance à l'appareil tsariste jouaient à nouveau depuis 1918. Mais explique-t-on l'U.R.S.S. actuelle, après la mutation économique réalisée pendant la période de l'« accumulation primitive », en raisonnant comme si l'industrialisation avait simplement renforcé le pouvoir despotique, comme si l'U.R.S.S. était une société sans conflits, sans crises, en un mot sans histoire ? Assez étrangement, Karl Wittfogel qui a retenu du marxisme, non sans la déformer, l'idée de la stagnation des sociétés « asiatiques », a en revanche laissé de côté toute interprétation économique de l'histoire. Le sous-développement et la nécessité de l'accumulation primitive tels qu'ils sont décrits par Marx au livre I du *Capital* n'expliquent certainement pas toute l'histoire de la période stalinienne, et sûrement pas certains de ses aspects les plus atroces, l'établissement d'un système concentrationnaire et l'extermination de millions d'hommes, mais ils contribuent probablement à expliquer la formation de la bureaucratie et le prodigieux développement de l'appareil répressif. Dans les formes qu'ont prises en U.R.S.S. la répression et la construction économique, on peut certes faire leur part aux traditions nationales russes, voire byzantines. Il est toujours plaisant de citer tel passage des *Lettres* de Custine et de l'*Histoire secrète* de Procope, mais la part des faits qu'expliquent de telles comparaisons est, croyons-nous, assez faible (1). Une société industrielle, une société où l'analphabétisme a été liquidé, où la consom-

(1) Si l'on considère du moins non pas tant les aspects passés ou même actuels de la société soviétique mais son « projet » global.

mation des produits culturels ne cesse de se développer, ne peut pas être soumise au même type d'exploitation qu'une société agraire.

Karl Wittfogel, qui a publié son livre en 1957, fixe pourtant étrangement l'U.R.S.S. à la phase stalinienne comme si rien ne s'était produit depuis 1953, et la préface qu'il a datée de septembre 1962 montre que son état d'esprit ne s'est en rien modifié (1). Nous reprendrions volontiers à notre compte ce qu'écrivait en 1956 un sociologue marxiste qui fut toujours antistalinien : « Un rideau de fer autrement important que celui qui empêchait la circulation des hommes et des marchandises est tombé : c'est le rideau tissé par l'imagination des hommes, le rideau au travers duquel l'U.R.S.S. métamorphosée paraissait échapper à toute loi sociale. Société sans corps, toujours confondue avec la pure volonté de Staline (infiniment bonne ou méchante), elle a suscité le plus étrange délire collectif de notre temps. Délire bourgeois qui convertissait l'U.R.S.S. en une machine infernale aux joints parfaitement huilés, broyant toute différence sociale et individuelle et fabriquant, sous les ordres d'un Gengis Khan réincarné, un homme-robot chargé de l'anéantissement de l'humanité. Délire « communiste », façonnant l'image idéale du paradis socialiste, dans laquelle les contrastes les plus grossiers de la réalité se changeaient en harmonieux complémentaires » (2). Une analyse sérieuse de l'U.R.S.S. passe par une réflexion sur la nature et le rôle du parti sur ses rapports avec l'Etat et avec la population, par une comparaison de l'U.R.S.S. avec d'autres pays industrialisés, plus que par l'utilisation du vieux concept de mode de production asiatique. On pourrait faire des remarques analogues à propos de la Chine.

La notion de « bureaucratie » n'est pas non plus de celles qui se laissent cerner par une simple comparaison avec les « appareils » des pays hydrauliques. La plupart des pays sous-développés sont à l'heure actuelle gouvernés par des appareils d'Etat, qui, ne serait-ce que par la part énorme qu'ils prélèvent sur le revenu national, jouent le rôle de classes exploitantes (3). Il n'est pas établi cependant que ces bureaucraties jouent le rôle transformateur qui a été celui du parti communiste de l'U.R.S.S. Echec de l'interprétation par les formes ? L'explication du totalitarisme moderne par le totalitarisme « asiatique », n'est pas de celles qui puissent longtemps retenir l'attention. On perçoit l'embarras de Karl Wittfogel quand il se sent dans l'obligation de parler du totalitarisme nazi — dont il a été

(1) Voir aussi, ses articles récents, « A stronger Oriental Despotism », *The China Quarterly*, janvier-mars 1960 ; « The Russian and Chinese Revolutions : A socio-historical comparison », *Yearbook of world affairs*, 1961, p. 41 sq ; « The marxist view of China », *The China Quarterly*, juillet-septembre et octobre-décembre 1962 ; « Agrarian Problems and the Moscow-Peking Axis », *Slavic Review*, décembre 1962, p. 678 sq.

(2) Claude LEFORT, *Socialisme ou Barbarie*, IV, 1956, p. 2.

(3) Voir, entre autres ; René DUMONT, *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, éd. du Seuil, 1962, ou Julien CHEVERNY, *Eloge du colonialisme*, Paris, Julliard, 1961.

victime — et dont le caractère « asiatique » est fort discutable. Mais la cité antique fut, elle aussi, totalitaire dans quelques-uns de ses aspects et de ses aspirations, au point que Marx, moins formaliste que Karl Wittfogel, considérait la République de Platon « en tant du moins que la division du travail y figure comme principe constitutif de l'Etat », comme « une idéalisation athénienne du régime des castes égyptiennes » ? (1) Quand Karl Wittfogel fait, avec quelques réserves, de la torture une marque distinctive des sociétés « asiatiques », il provoque à bon droit quelque étonnement (2). Mais le totalitarisme colonial, les formes extrêmes qu'il peut prendre, est une notion qui ne lui semble pas familière.

Karl Wittfogel voit dans l'abandon de la thèse du « mode de production asiatique » le signe d'un recul intellectuel et il a fondamentalement raison. Ce n'est pas qu'il soit contraire à l'esprit scientifique de revenir sur une affirmation de Marx, mais il est fort évident que les considérations scientifiques étaient entièrement étrangères à la décision de 1931, et que celle-ci est accompagnée d'un fort dangereux truquage des textes (3).

L'ironie de l'histoire a cependant fait que pendant qu'il achevait son livre, le problème était à nouveau posé, et qu'il ne cesse de l'être

(1) *Le Capital*, I, 14, 5, éd. de la Pléiade, p. 911. Pour une interprétation de la cité platonicienne comme « société close », voir le livre, un peu léger, de K. R. POPPER, *The open city and its adversaries*, 2^e éd., Cambridge, 1950. M. Popper voit du reste en Hegel et en Marx des continuateurs de Platon.

(2) Justes remarques à ce sujet de D. D. KOSAMBI dans son compte rendu du *Despotisme Oriental*, *The Economic Weekly* (Bombay), 2 novembre 1957, pp. 1417-1418.

(3) La plupart des représentants de la science marxiste ont cédé à la contagion, pas tous cependant. C'est en Angleterre, semble-t-il, que la résistance a été la plus forte. Karl Wittfogel le reconnaît d'ailleurs lui-même. Ainsi J. MORRIS écrivait dans la revue marxiste *Modern Quarterly*, été 1948, p. 44, à propos des sociétés « orientales » : « There is no evidence to suggest that the dominant relation of rulers and ruled was determined by a master and slave relation, nor does Marx suggest that it was ». Beaucoup de sottises ont malheureusement été écrites ; à partir d'un article raisonnable de R. JARDINE, *Marxism to day*, 1961, p. 223-224 par divers théoriciens en 1961 et 1962. De même, aux Indes, lors de la parution du livre outrancièrement schématique de S. DANGE, *India from primitive communism to slavery*, Bombay, 1949, le marxiste indien D. D. KOSAMBI avait publié un compte rendu fort critique dans *Annals of the Bhandarkar Oriental Research Institute*, 1949, p. 271-277 : « Marxism is not a substitute for thinking », écrivait-il et il ajoutait : « He [Dange] is so anxious to identify the general stages set out by Engels that one can find atrocious misstatements on almost every page ». Voir aussi, du même auteur, « On a marxist approach to Indian chronology », *ibid.*, 1951, p. 258-266. Les critiques de D. D. KOSAMBI et d'autres marxistes indiens restèrent officiellement ignorées du parti, mais le leader communiste P. C. JOSHI, alors en disgrâce, publia à ce sujet un dossier comprenant l'article de KOSAMBI, dans *India to day*, de mai à août 1951.

Assez curieusement, les mobiles invoqués par S. Dange dans sa médiocre tentative pour insérer l'histoire de l'Inde dans le cadre typologique établi par Engels étaient fort différents de ceux qui avaient joué en Russie. Il s'agissait en effet pour lui de rabaisser le prestige dont jouissaient les temps védiques auprès des intellectuels indiens en montrant que l'évolution de l'Inde n'était pas fondamentalement différente de celle des autres nations.

depuis dans les milieux marxistes (1). Cela est vrai dans les démocraties populaires et dans les pays occidentaux où les textes classiques sont peu à peu redécouverts (2).

Aux Indes, un indianiste marxiste comme D. D. Kosambi a publié en 1956 un livre où tout en faisant leur part aux thèses propres de Marx et en retenant l'idée fondamentale que l'esclavage classique ne s'est jamais implanté dans ce pays, il n'hésite pas à mettre en question la validité de l'analyse marxienne des communautés villageoises en montrant que celles-ci ont leur histoire, plus complexe que ne le soupçonnait Marx (3). A ce mouvement d'ensemble, le marxisme soviétique et le marxisme chinois semblent pour l'instant échapper. Comme le signale un théoricien du communisme italien, « le terme mode de production asiatique reste tabou » et il ajoute : « Par rapport à la vaste controverse sino-soviétique qui est aujourd'hui en cours, il peut apparaître paradoxal que les historiens marxistes de ces deux pays aient sur la question du mode de production asiatique des positions distinctes mais voisines » (4).

Le conflit sino-soviétique n'a pas en effet fait avancer le débat (5),

(1) Nous entendons ici par marxistes les courants majoritaires du mouvement communiste mondial. Il est bien évident que les thèses stalinienne n'avaient aucune influence sur les courants qui étaient, par définition, anti-staliniens. Etudier leur position ici serait sans intérêt pour notre sujet. Un homme comme B. SOUVARINE, dans son *Staline* (Paris, Plon, 1934), donnait par exemple du stalinisme une explication fort proche de celle de Karl Wittfogel. Dans un tout autre esprit, P. NAVILLE rappelait les textes de Marx sur la « clef du ciel oriental » (*La Chine future*, Editions de Minuit, 1952, p. 88 sq.).

(2) Signalons notamment le livre d'Elisabeth C. WELSKOPF, *Die produktionsverhältnisse im alten und in der griechisch-römischen Antike*, Berlin, 1957 ; voir surtout p. 423 sq. Ce livre a le mérite de rassembler les principaux textes marxistes officiels (de Marx à Staline) sur la question et de montrer les difficultés qu'ils soulèvent, sans toutefois faire allusion aux problèmes des sociétés « asiatiques » modernes et sans donner une explication véritablement historique. D'autres études sont parues depuis dans les démocraties populaires (Hongrie et Tchécoslovaquie). En France, la *Pensée* doit consacrer un numéro spécial en 1964 au problème en utilisant une documentation qui reste d'un accès difficile. Nous avons pu lire en manuscrit, pendant que s'imprimaient ces pages, une remarquable étude de M. GODELIER qui met l'accent, beaucoup plus que nous n'avons pu le faire, sur l'histoire conceptuelle du mode de production asiatique. En Italie, signalons, outre le recueil de textes de Marx et Engels présenté par B. Maffi et cité ci-dessus, le curieux article paru dans *Rinascita*, hebdomadaire du parti communiste italien, du 3 octobre 1963, qui contient en même temps qu'une critique de Karl Wittfogel une étude assez objective des avatars de la thèse de Marx. L'article est signé *Asiaticus* ; c'était le pseudonyme de Karl Wittfogel dans la presse communiste allemande. Cet article a été complété dans le même journal le 23 novembre 1963.

(3) *An introduction to the study of Indian History*, Bombay, 1956. Sur la querelle « asiatique », voir p. 9-11 et p. 15. Sur le contrôle exercé par le gouvernement à l'époque Maurya, voir p. 206 sq. On trouvera dans le livre de R. P. PALME DUTT, *L'Inde aujourd'hui et demain*, traduction P. Meier, Paris, Editions Sociales, 1957, p. 45-56, une brève analyse de la pensée de Marx sur l'Inde.

(4) *Asiaticus*, loc. cit. p. 15.

(5) Ce n'est pas faire avancer le débat que de se renvoyer d'un pays à l'autre la responsabilité du despotisme de Gengis Khan. Voir à ce propos le

et l'on peut seulement noter que les communistes chinois ont créé pour définir des régimes comme ceux du Kuomintang ou de l'Inde de Nehru la notion assez curieuse d'un « capitalisme bureaucratique » greffé sur des rapports de production « féodaux » (1), étrange avatar de l'Asiachtchina léniniste.

En U.R.S.S., malgré l'abandon progressif de la terminologie héritée des *Origines de la famille* par les préhistoriens et historiens soviétiques (2), la formulation « esclavagiste » reste reine dans l'explication de toutes les sociétés antiques et a même accompli de nouveaux progrès (3). Un rapport récent et autorisé sur les savants soviétiques à propos des communautés villageoises de l'Orient ancien tente ainsi d'expliquer la puissance de telle communauté d'hommes « libres » dans des sociétés « esclavagistes » de type « patriarcal » mais où les esclaves, faute de moyens techniques de contrainte de la part de l'Etat, ne sont guère employés que pour les travaux domestiques, sans marquer l'écrasement de ces « démocraties » par l'Etat et sans trouver de différence de nature entre ces « démocraties primitives » et les cités antiques (4).

Fait très remarquable, c'est en Egypte, pays modèle du « despotisme oriental », et dans les cercles communistes égyptiens, que l'influence des thèses de Karl Wittfogel a été peut-être la plus notable, et c'est à propos de l'Egypte de Nasser que s'est engagée la discussion la plus profonde sur une société « orientale » moderne (5).

Le sociologue A. Abdel-Malek et l'économiste Hassan Riad sont ainsi d'accord pour interpréter l'histoire de l'Egypte selon un schéma très proche de celui de l'auteur du *Despotisme oriental* (6), et pour

curieux éditorial du *Renmin Ribao* (Journal du peuple) et du *Hongqi* (Drapeau rouge) reproduit et traduit dans *Pékin-Information*, 18-28 octobre 1963, p. 7-17.

(1) Voir par exemple l'article de Hsu TI-HSIN, « Le capitalisme monopolistique d'Etat dans la vieille Chine », *Hongqi*, février 1961, reproduit et traduit in P. CALZINI et E. COLLOTTI PISCHEL, *Disputa sino-sovietica*, Milan, 1963, p. 330 sq. On trouvera dans ce recueil, le meilleur qui ait été consacré au débat sino-soviétique, de nombreux exemples de cette même formulation.

(2) Le point de départ de cette évolution se situe en 1946. Voir R. SCHOTT, *op. cit.*, *Saeculum*, 1960, p. 38 sq.

(3) Aux dépens de la formulation « féodale ». Voir le tableau d'ensemble présenté par F. VITTINGHOFF. « Die theorie des historischen materialismus über den antiken « sklavenhalterstaat » *ibid.*, p. 89-131, avec une très abondante bibliographie.

(4) I. M. DIAKONOV, « La communauté dans l'Orient ancien d'après les travaux des chercheurs soviétiques » (en russe), *Vestnik Drevnej Istorii*, 1, 1963, p. 16-34. L'auteur souligne à bon droit que Marx ne pouvait connaître la civilisation mésopotamienne, mais évite toute référence aux textes de Marx sur les sociétés « asiatiques » ; médiocre réponse, qui n'aborde pas nos problèmes, de M. O. KOSVEN, *ibid.*, 4, 1963, p. 30-34.

(5) Voir la présentation d'ensemble qu'en fait M. RODINSON, « l'Egypte nassérienne au miroir marxiste », *Les Temps modernes*, avril 1963, p. 1859-1887. Sur l'influence de Karl Wittfogel, voir p. 1873. M. Rodinson signale le rôle transmetteur du libraire « trotskysant » Lutfallah Soliman, qui est aujourd'hui à Alger, un des animateurs du « Bureau d'animation du secteur socialiste » et de l'équipe de *Révolution africaine*.

(6) A. ABDEL-MALEK, *Egypte, société militaire*, Paris, éditions du Seuil, 1963, Hassan Riad a exprimé ses idées dans une série d'articles dont on trouvera la liste dans M. RODINSON, *loc. cit.*, p. 1867, n. 15 ; ajouter : « En

dégager les traits « orientaux » de l'Egypte actuelle : « Sept mille ans d'histoire dans un cadre géographique immuable fondent la triple spécificité égyptienne [...] : l'Etat, maître des eaux, se trouve placé au cœur de la vie économique, dont il possède l'essentiel ; l'armée, pièce centrale de l'appareil d'Etat, glaive et bouclier, fait partie intégrante de la structure et de l'activité économique et sociale ; elle est, également, un élément constitutif de l'avant-garde du mouvement national » (1), écrit le premier, qui estime cependant (comme le montre son point trois) que, par son contenu économique et social, sinon par sa forme typiquement despotique l'Etat nassérien, en réalisant l'accumulation primitive et l'industrialisation, prépare en fait la fin d'un despotisme millénaire qui n'avait jusqu'alors d'alternative que l'anarchie.

« L'idéal millénaire de la société égyptienne est un idéal bureaucratique, écrit le second : un Pharaon, propriétaire éminent de tout le sol d'Egypte, une aristocratie fonctionnarisée qui encadre la masse peu différenciée des paysans tenanciers. Cet idéal a été réalisé plusieurs fois au cours de la longue histoire de la vallée du Nil [...]. La dernière résurrection de cet idéal s'est produite en plein XIX^e siècle, sous le règne étonnant de Mohammed Ali, le père de l'Egypte moderne » (2). Mais il ajoute, s'appuyant sur une analyse minutieuse de la stratification sociale de l'Egypte moderne qui lui permet de parler de la constitution d'une « bourgeoisie d'Etat » : « S'il fallait définir la société nouvelle, nous choisirions l'expression étatisme pharaonique immobiliste. Paradoxe, puisque le régime se propose d'industrialiser le pays et, sur ce plan, il peut mettre à son actif des réalisations qui, bien qu'insuffisantes, sont incontestables. Mais paradoxe apparent seulement, car le régime se propose d'industrialiser le pays sans toucher aux structures héritées du passé » (3). Seul un appel à l'« investissement humain » de type chinois peut permettre, aux yeux d'Hassan Riad, de réaliser l'accumulation primitive.

Il ne nous appartient pas de trancher ou d'approfondir ce débat. Il témoigne cependant à lui seul de la portée de l'analyse « hydraulique » de la société égyptienne. Ce sont bien de telles analyses qui sont de nature à réanimer le vieux débat. Nous pensons, en effet, qu'il ne progressera désormais que dans la mesure seulement où les sociétés de type « asiatique » seront étudiées pour elles-mêmes, hors de toute

Egypte, société militaire et capitalisme d'Etat », *Révolution*, 1963, I, p. 68-74, II, p. 42-52. Dans le même esprit, voir l'article anonyme publié dans *Révolution*, 3 novembre 1963, p. 50-65, sur les « Luites de classes en Afrique occidentale ». On peut cependant reprocher à toutes ces études de formuler les problèmes théoriques de façon très insuffisante, et notamment de ne pas distinguer les problèmes posés par le « mode de production asiatique » de ceux que pose l'accumulation capitaliste primitive.

(1) *Op. cit.* p. 343.

(2) Hassan RIAD, « Les trois âges de la société égyptienne », *Partisans*, n° 7, novembre-décembre 1962, p. 25.

(3) *Partisans*, n° 8, janvier-février 1963, p. 47.

référence à un dogme ou à un antidogme (1). C'est ce qu'a fait Karl Wittfogel dans les meilleures pages d'un livre dont la puissance impressionne ceux-là mêmes qui sont obligés de faire maintes et maintes réserves de détail et de fond, mais qui n'échappe tout à fait ni au schématisme ni à *l'a priori*. Un tel progrès suppose évidemment que l'histoire et la sociologie, marxistes ou non, tout en retirant de la marxologie et de l'histoire du marxisme les enseignements que comporte un retour aux sources, se débarrassent du même coup de ce qu'il y a de périmé dans une problématique héritée du XVIII^e et du XIX^e siècles. Partie dans un procès ancien, Karl Wittfogel ne pouvait éviter le plaidoyer rétrospectif. Puisse du moins la traduction de son livre aider à poser les problèmes dans leurs véritables termes.

Pierre VIDAL-NAQUET.

(Décembre 1963)

P.-S. — Parmi tous ceux qui ont bien voulu m'aider — en me fournissant informations, documents et éléments de discussion dans la préparation de cet avant-propos, je tiens à remercier tout particulièrement Enrica Collotti Pischel, Marc Ferro, Maurice Godelier, D. D. Kosambi, Bruno Maffi, Charles Malamoud, Roger Paret, Madeleine Rebérioux, Maxime Rodinson, Irène et Pierre Sorlin, ainsi que Jean-Pierre Vernant.

(1) Voir par exemple A. MÉTRAUX, *Les Incas*, Paris, éd. du Seuil, 1962, qui reconnaît du reste, p. 22 sq., sa dette envers Marx dont il a connu les analyses sur le mode de production asiatique à travers l'œuvre de Karl Wittfogel. J'emprunte par ailleurs à G. CONDOMINAS « Fokon' olona et collectivités rurales en Imérina », Paris, Berger-Levrault, 1960, p. 29, cet extrait d'un discours du roi Andrianampoinimetina, fondateur de l'Etat malgache moderne (1787-1810) : « Je vous rappelle que le sol de ce pays m'appartient ainsi que le pouvoir, je vais donc vous distribuer des terres. Vous vivrez sur les parcelles que je vous aurai assignées, mais la terre reste à moi... je vous établis donc à l'origine des sources, dans les terres irriguées dont je suis seul maître. » On ne saurait rêver commentaire plus explicite du texte de Marx cité ci-dessus, p. 20, n. 3.

KARL A. WITTFOGEL

LETTRE
AU LECTEUR



LES ÉDITIONS DE MINUIT

L'édition française de mon ouvrage *le Despotisme oriental* a paru au printemps de l'année 1964. Elle comprenait — à mon insu — une préface polémique de 38 pages du professeur Pierre Vidal-Naquet. J'estime que le procédé ainsi employé est éminemment déplacé. Dorénavant, cette préface ne figurera plus dans aucune édition française.

L'aspect matériel de la question est ainsi réglé. Mais demeurent des problèmes de fond. Bien que P. Vidal-Naquet fasse preuve d'une grande érudition dans certains domaines, il lui arrive souvent de travestir mon ouvrage aussi bien dans son sens général que dans ses aspects particuliers. En temps normal, une telle façon d'agir me laisserait indifférent. Mais P. Vidal-Naquet a présenté ses arguments erronés dans de telles conditions qu'il m'a paru souhaitable de faire la lumière sur certaines questions sous-jacentes qui sont vitales pour l'étude du despotisme oriental et de l'autorité totale.

La plupart de ces questions étaient claires dès le début. Mais il en est une — rigoureusement politique — dont je n'ai pris conscience que graduellement. Il s'agit des rapports de P. Vidal-Naquet avec le « grand débat » sur la théorie marxiste du mode de production asiatique, débat qui se poursuit actuellement de part et d'autre du rideau de fer entre les écrivains communistes et pro-communistes de nombreux pays.

P. Vidal-Naquet connaissait parfaitement l'évolution de ce débat lorsqu'il a écrit sa préface à la fin de l'automne de 1963. J'en étais moi-même fort peu informé avant que le premier exemplaire de mon ouvrage ne me parvienne à New York au printemps de l'année 1964. Ainsi donc, bien que l'éditeur français ne cessât de m'exhorter à répondre rapidement à P. Vidal-Naquet, la recherche de la documentation adéquate m'incitait à adopter une méthode différente. Je voulais tout d'abord comprendre le mieux possible, avec toutes les données dont je pouvais disposer, les fondements de l'essai de P. Vidal-Naquet, et tout particulièrement la nature et la signification du « grand débat ». J'y suis parvenu aujourd'hui. Et je suis prêt à m'adresser aux lecteurs que la controverse intéresse en des termes que ne vont probablement guère apprécier P. Vidal-Naquet et ses amis, mais que l'importance des questions en cause rend néanmoins nécessaires.

S'il n'accepte pas certaines de mes idées, P. Vidal-Naquet considère cependant que mon livre est « une synthèse de première importance ». Il attribue en partie ce mérite à mon concept du despotisme oriental — « type idéal » qui, dans le langage de Max Weber, tire sa légitimité du nombre énorme de faits isolés qu'à son tour il permet de « rassembler et d'éclairer par leur contexte. Mieux, le livre de Karl Wittfogel est la première tentative sérieuse pour étudier, à l'aide systématique de la comparaison, un type de société dont la place dans le passé de l'humanité, et dans une moindre mesure dans son présent, est considérable ».

Ces déclarations ont un caractère nettement approbateur. Et les critiquer peut paraître le fait d'un ingrat. Mais il est nécessaire de les commenter, car certaines formules-clés sont inexactes, et la dernière suit une pente incertaine jusqu'à ce que son sens devienne pleinement apparent dans la suite du raisonnement de P. Vidal-Naquet.

En premier lieu, mon étude est essentiellement une *analyse*, une analyse de structures socio-historiques petites, moyennes et grandes. Et je n'ai abouti à la synthèse qu'après avoir réuni les résultats obtenus par cette analyse. Les deux processus impliquent l'utilisation de concepts établis. Et dans un certain nombre de cas, ils conduisent à la modification d'anciens concepts ou — et — à la création de nouveaux. Sans vouloir m'étendre sur l'aspect philosophico-méthodologique du sujet, je souhaite dire ici que les concepts employés dans *le Despotisme oriental* ne sont pas des « types idéaux » au sens kantien (subjectif-idéaliste) comme ils le sont franchement dans les écrits de Max Weber. Les contributions de Weber aux problèmes qui nous occupent sont de nature très différente. Je noterai seulement qu'il reconnaît la bureaucratie hydraulique de la société orientale, et que P. Vidal-Naquet n'en fait nulle part mention. Et ce dernier trahit à l'évidence le propos de Max Weber comme le mien lorsqu'il prétend que j'aborde les problèmes à la manière wébérienne.

Je ne l'approuve pas non plus lorsqu'il déclare que la société orientale a joué dans le passé un rôle simplement « considérable ». Au-dessus du niveau tribal et avant l'ère de la société industrielle, ses dimensions particulières et temporelles ont dépassé celles de toutes les autres formes de société. Pendant un millénaire, ses institutions n'ont pas été égalées dans l'Ancien Monde. Il en a été de même tout au long de l'histoire de l'Amérique préhispanique. Et

à l'heure actuelle ? Il est bien certain qu'un spécialiste comme P. Vidal-Naquet, qui prend ouvertement la théorie de Marx au sérieux, devrait s'abstenir d'affirmer de sang-froid que l'importance de la société « asiatique » est moindre aujourd'hui qu'elle ne l'était autrefois. Tout en soulignant que le système « asiatique », dans sa forme ancienne, s'était désagrégé, il aurait dû, dans ses remarques limitaires, signaler au lecteur que, suivant la logique de la pensée marxiste « classique », ce système avait surgi à nouveau, sous une forme nouvelle et plus vivace que jamais, dans le tiers communiste du monde.

Parmi les problèmes soulevés par P. Vidal-Naquet dans sa préface, j'en retiendrai quatre. Ils concernent :

- 1) les fondements de la théorie de la société et du despotisme orientaux ;
- 2) les différences entre mon étude et celles qui l'ont précédée ;
- 3) l'influence récente de la théorie de la société orientale sur différentes disciplines dans divers pays ;
- 4) la nature et l'objet du « grand débat » sur la théorie marxiste du mode de production asiatique.

L'importance de ces quatre problèmes pour la compréhension de l'état actuel de l'étude dans son ensemble est manifeste.

Les progrès de l'étude contemporaine de la société orientale mettent le chercheur dans l'obligation de procéder à un examen plus minutieux de l'histoire de cette théorie, d'autant plus que les communistes et leurs amis ont une façon bien particulière de traiter ce sujet. Ils s'écartent en effet des conceptions antérieures du despotisme (telles qu'elles figurent dans Machiavel, Bodin, Montesquieu) qui comportent de dangereuses implications pour la nature de leur régime. Et ils se montrent tout aussi évasifs en ce qui concerne certaines idées émises par Marx et Lénine.

Dans *le Despotisme oriental*, j'ai désigné un certain nombre de chercheurs qui ont fait œuvre de pionnier en la matière, mais je n'ai pas étudié systématiquement les idées antérieures sur l'Asie et l'esclavage politique, car j'étais absorbé par l'analyse socio-historique. P. Vidal-Naquet pense que mon œuvre devrait être mise à jour. Mais ses commentaires diffus ne réussissent guère à cerner ni l'importance des recherches des pionniers de la société orien-

tale, ni les nombreux problèmes qu'ils n'ont pu résoudre.

Ce n'est pas là, cependant, le seul reproche que l'on puisse faire à P. Vidal-Naquet dans sa façon de présenter ma théorie. L'indifférence qu'il manifeste à l'égard de ma description des différents types de sociétés hydrauliques primitives tient peut-être à un manque d'intérêt professionnel. Et s'il s'abstient de discuter mon analyse des structures, de la dynamique et des contradictions de la bureaucratie dirigeante orientale, c'est peut-être parce qu'il ne veut pas admettre l'affinité qui existe entre la bureaucratie communiste et la bureaucratie du despotisme oriental. Mais lorsqu'il traite d'autres aspects importants de mon étude, il ne se montre guère conscient des différences fondamentales qui séparent les premières versions de la théorie de ma propre proposition. Ainsi m'attribue-t-il des opinions simplistes et statiques professées par Montesquieu et Marx, que je me suis précisément attaché à différencier ou à modifier. Et bien qu'il soit prêt à rendre hommage à certaines de mes analyses, ses efforts pour saisir l'essence de mon ouvrage laissent inévitablement à désirer.

P. Vidal-Naquet a également traité de l'influence de la théorie « asiatique » dans divers domaines des sciences humaines et sa démonstration n'est guère plus convaincante. Historien de la Grèce, il note que cette influence est visible dans certaines études sur l'Inde et le Moyen-Orient. Mais ses remarques à propos du concept problématique de la « révolution urbaine » mis en avant par Gordon Child reflètent une méconnaissance profonde des récentes contributions apportées par l'archéologie et l'anthropologie à l'étude des conditions hydrauliques. Et ses références au Pérou et à Ceylan ne servent qu'à souligner l'indifférence dont il témoigne pour les progrès intéressants qu'a connus l'interprétation « orientale » de la Mésopotamie, de l'Afrique, de la Chine et de la Russie.

Mais qu'en est-il du retour actuel des communistes à la théorie de la société asiatique ? Manifestement, ce retour est en partie lié au comportement des leaders nationalistes dans les pays colonisés ou qui l'ont été. Et ce lien est politique autant que théorique. Si les sociétés de type oriental sont statiques, c'est-à-dire si elles ne peuvent d'elles-mêmes et par elles-mêmes briser les chaînes qui tiennent à leur propre structure, alors, avançait Marx, la bourgeoisie occidentale moderne peut, en tant que colonisatrice, jouer un rôle progressiste en détruisant l'ancien ordre oriental despotique tout comme elle a détruit chez elle l'ancien ordre féodal. Cette pensée a obsédé les théori-

ciens de l'Internationale communiste, comme le montre le compte rendu du VI^e Congrès mondial. Et c'est pourquoi, à la conférence de Leningrad sur le mode de production asiatique en 1931, un porte-parole du parti déclarait que la théorie « asiatique » était politiquement nuisible.

4

Quand il parle de la société soviétique, P. Vidal-Naquet, tout comme le néo-trotskyiste I. Deutscher, condamne sévèrement la politique de Staline. Mais il trouve également, tout comme Deutscher, des circonstances atténuantes à la phase stalinienne du développement communiste. Et il indique ouvertement que sa position se rapproche à présent de celle des communistes post-staliniens : il est marxiste et ils sont marxistes. En fait, quand il parle des « milieux marxistes », où la théorie « asiatique » fait maintenant l'objet d'après discussions, il se borne à dire : « Par milieux marxistes, nous entendons ici les courants majoritaires du mouvement communiste mondial. »

Son attitude sympathisante n'a pas manqué d'être récompensée. Après la conférence de 1962, où les « marxistes » ont reconnu la théorie « asiatique » de Marx, le Centre d'études et de recherches marxistes de Paris lui a communiqué la copie de l'exposé capital, dû au « marxiste » hongrois F. Tokei ; ce dont P. Vidal-Naquet remercie « vivement » le Centre. De l'avis de Maxime Rodinson, qui collabore régulièrement à la revue de Sartre *Les Temps modernes* ce Centre est « en fait sous le contrôle du parti communiste français » (« Une querelle théorique dans le monde marxiste : le mode de production asiatique », *Le Monde*, Paris, 30 décembre 1965, première page).

L'exposé fondamental entendu à la deuxième conférence de ce groupe, en décembre 1963, a été rédigé par le « marxiste » français M. Godelier. Peu après, P. Vidal-Naquet a eu l'occasion de lire « en manuscrit » l'exposé de Godelier sur l'histoire de la théorie asiatique. P. Vidal-Naquet, qui avait certaines critiques à formuler sur les arguments de Tokei — sans dire lesquelles — a trouvé l'article de Godelier « remarquable ».

Je n'entreprendrai pas ici l'étude des « remarquables » idées de Godelier sur la théorie asiatique de Marx. Si l'on en croit un compte rendu analytique de sa position, diffusé au Congrès international d'anthropologie, à Moscou, au cours de l'été 1964, il soutenait que le système asiatique était une étape universelle du développement de la société ; cette

thèse a été critiquée par plusieurs théoriciens soviétiques. Mais si Godelier et ses camarades « marxistes » discutent avec joie des problèmes de cette sorte (non sans connaître parfois des dissensions), ils répugnent à parler des questions capitales sous-jacentes : la classe dirigeante bureaucratique et ses fonctions de direction et d'exploitation, la thèse de Marx et Engels selon laquelle la Russie tsariste était une société semi-asiatique dominée par le despotisme oriental, et les discussions de Plekhanov et de Lénine sur la tournure « asiatique » que pouvait prendre une révolution russe de style léniniste.

P. Vidal-Naquet connaît fort bien les textes se rapportant à ces questions. C'est pourquoi on peut à bon droit s'étonner de voir qu'il a omis de tenir les lecteurs du *Despotisme oriental* au courant de la nouvelle tentative « marxiste » visant à protéger les intérêts des dirigeants communistes. Mais cette omission devient tout à fait compréhensible quand on le voit opter pour une interprétation non « asiatique » (et antimarxiste) de l'histoire récente de la Russie.

5

P. Vidal-Naquet prétend que les « traditions nationales russes, voire byzantines », n'expliquent qu'assez « faiblement » les répressions et les brutalités bureaucratiques en U. R. S. S., notamment celles qui furent commises sous Staline. Pourquoi « byzantines » ? Pourquoi « traditions » ? La référence de P. Vidal-Naquet à Byzance plutôt qu'aux Mongols brouille la question (Marx soulignait les sources mongoliques du développement du despotisme oriental en Russie, tout en considérant également Byzance comme une société orientale) ; et sa référence aux traditions plutôt qu'à l'ordre institutionnel la dénature. Une interprétation économique qui reconnaît « le sous-développement » (c'est-à-dire les sous-périodes de développement) « et la nécessité de l'accumulation primitive tels qu'ils sont décrits par Marx au livre premier du *Capital* » explique mieux, dit-il, le récent développement de la Russie. Bien que les traditions nationales puissent expliquer certains excès, la société russe actuelle doit être jugée en fonction de ses propres données qu'il définit en ces termes : « Une société industrielle, une société où l'analphabétisme a été liquidé, où la consommation des produits culturels ne cesse de se développer, ne peut pas être soumise au même type d'exploitation qu'une société agraire. »

La parenté du mode d'argumentation de P. Vidal-Naquet avec celui de Deutscher, qui, dans le même contexte, se réfère au même chapitre du livre premier du *Capital* sur l'accumulation primitive, est évidente. Il n'est pas moins évident qu'en adoptant ce procédé, les deux « marxistes » sont en contradiction avec Marx. Dans une lettre écrite dix ans après la publication du livre premier du *Capital*, Marx prévenait un admirateur russe qu'il ne fallait point appliquer à la Russie son chapitre sur l'« accumulation primitive ». Ce chapitre, affirmait Marx avec insistance, « ne prétend à rien d'autre qu'à retracer les conditions passées dans lesquelles, en Europe occidentale, l'ordre capitaliste de l'économie a été engendré par l'ordre féodal de l'économie ». Marx mettait son correspondant russe en garde contre la transformation de son « esquisse historique de la genèse du capitalisme en Europe occidentale en une théorie historico-philosophique de l'évolution générale fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés ». Une pareille méthode serait totalement erronée ; en effet, « les événements d'une analogie frappante qui sont intervenus dans différents milieux conduisent à des résultats totalement différents ». Marx poursuivait : « En étudiant séparément chacune de ces formes d'évolution, puis en les comparant, on peut aisément trouver l'explication de ce phénomène, mais on n'y arrivera jamais avec la clef maîtresse d'une théorie générale historico-philosophique dont la vertu suprême consisterait à être supra-historique. » (Lettre au rédacteur en chef de *Otycestvenniye Zapisky*, écrite à la fin de 1877.)

Quand Marx exposait ces opinions, il ne tenait pas la Russie pour un pays d'Europe occidentale comportant un substrat féodal, mais pour un pays semi-asiatique dont l'ordre fondé sur le despotisme oriental, tout en se désagrégant, était encore en grande partie intact. De plus, quand Lénine, en 1906-1907, discutait de la possibilité d'une restauration asiatique, il ne voyait pas dans l'industrialisation un moyen de lutter contre une telle perspective. Il a énuméré à plusieurs reprises les facteurs externes et internes qui pouvaient empêcher une pareille restauration de se produire ; mais l'industrialisation ne figurait pas parmi eux.

De même que tous les historiens sérieux et non marxistes qui ont étudié les institutions, Marx insistait sur la nécessité d'établir une distinction entre les différents types de structures et d'évolution des sociétés. En analysant les

sociétés communistes sans tenir compte de cette exigence, P. Vidal-Naquet a eu recours à une méthode qui ne respecte pas les normes scientifiques générales, et dénature les règles du marxisme original.

6

Dans les grandes circonstances, dit le proverbe, tous les efforts accomplis de bonne foi sont dignes d'éloge. Voilà qui est discutable. Tout en reconnaissant bien volontiers que P. Vidal-Naquet s'attaque vigoureusement à la réalité et à la conception du despotisme oriental, je dois dire qu'il n'a pas su venir à bout des quatre questions principales exposées plus haut. En vérité, plus j'ai étudié la première question l'étendue et la valeur des théories antérieures du pouvoir total et de l'esclavage politique), plus j'ai acquis la conviction de son incidence sur la deuxième et la troisième. Et plus j'ai étudié la quatrième, plus j'ai pris conscience qu'il était désirable de faire un compte rendu critique de la chronologie, de la nature et des travestissements du « grand débat » actuel sur la théorie du mode de production asiatique. C'est pourquoi je travaille actuellement à donner au *Despotisme oriental* un complément qui aura éventuellement pour titre : *Le Despotisme occidental et oriental : les problèmes réels qui sont en cause dans l'étude de la société orientale*. Dans cet ouvrage, je reviendrai, en critique, sur certains des arguments de P. Vidal-Naquet, que je ne traiterai pas comme des points essentiels, mais comme des dérivés de problèmes bien plus importants.

Les amis « marxistes » de P. Vidal-Naquet disent qu'il faut enlever l' « instrument » de la théorie « asiatique » (dont la singulière importance est aujourd'hui reconnue) des mains de personnes aussi dangereuses que l'auteur du *Despotisme oriental*. Leurs recommandations sont très révélatrices et très encourageantes. Manifestement, je me sens le devoir d'expliquer pourquoi, dans cette bataille sur les faits fondamentaux de l'histoire de la société — et du marxisme des origines — ce ne sont pas les apologistes « marxistes » de l'esclavage politique, mais les esprits indépendants du monde libre qui font autorité.

Karl A. WITTFOGEL.

Janvier 1966